

# WikiLeaks



Logo de WikiLeaks

<b>URL</b>	Noms de domaine <sup>[1]</sup> : www.wikileaks.nl <sup>[2]</sup> www.wikileaks.ch <sup>[3]</sup> www.wikileaks.de <sup>[4]</sup> www.wikileaks.lu <sup>[5]</sup> www.wikileaks.org <sup>[6]</sup> Adresses IP : http://88.80.16.63/ <sup>[7]</sup> Miroirs <sup>[8]</sup> : Liste officielle des miroirs <sup>[9]</sup>
<b>Slogan</b>	(en) We open governments.
<b>Type de site</b>	Lanceur d'alerte
<b>Langue(s)</b>	Multilingue
<b>Propriétaire</b>	Sunshine Press Prod <sup>[10]</sup> .
<b>Créé par</b>	Julian Assange <sup>[11]</sup>
<b>Lancement</b>	décembre 2006
<b>État actuel</b>	Actif

**WikiLeaks** est une association à but non lucratif dont le site Web lanceur d'alerte, publie des documents ainsi que des analyses politiques et sociales. Sa raison d'être est de donner une audience aux fuites d'information<sup>[12]</sup>, tout en protégeant ses sources.

En novembre 2010, le site affirme que : « les principes généraux sur lesquels notre travail s'appuie sont la protection de la liberté d'expression et de sa diffusion par les médias, l'amélioration de notre histoire commune et le droit de chaque personne de créer l'histoire. Nous dérivons ces principes de la Déclaration universelle des droits de l'homme. En particulier, l'article 19<sup>[13]</sup> inspire le travail de nos journalistes et autres volontaires<sup>[14],[15]</sup>. »

Les réactions que suscite *WikiLeaks* sont contrastées. La plupart de ses publications déclenchent de violentes polémiques et des intimidations au plus haut niveau (cf. infra). Le site a également dû faire face à des problèmes techniques et financiers (cf. infra) qui menacent son existence même<sup>[16]</sup>. Cependant, son action trouve aussi des défenseurs, y compris dans les pays francophones : le Parti pirate suédois qui, à l'été 2010, a proposé d'héberger

gracieusement WikiLeaks<sup>[17]</sup> ; Reporters sans frontières qui, en décembre 2010, a dénoncé la censure infligée à WikiLeaks<sup>[18]</sup> ; La Quadrature du Net, citée par Julian Assange durant sa résidence surveillée en Angleterre<sup>[19]</sup>, etc.

À partir de juillet 2010, les révélations de *WikiLeaks* sont relayées par de grands quotidiens nationaux, comme le *New York Times*, *The Guardian*, *Le Monde*, *El Pais* et *Der Spiegel*. Par la suite, d'autres médias ont eu accès aux informations, dans le cadre du *Cablegate* : *Aftenposten* en Norvège, *20 Minutes* en France, *Die Welt* en Allemagne, *Svenska Dagbladet* en Suède, *Politiken* au Danemark et *De Standaard* en Belgique. Le filtrage par ces médias permet de conférer aux révélations un style journalistique plus facile à appréhender et d'occulter d'éventuelles mentions dangereuses pour des particuliers.

*WikiLeaks* suspend officiellement ses activités éditoriales le 24 octobre 2011 pour mobiliser toutes ses ressources contre un blocus financier orchestré à son encontre depuis décembre 2010 par VISA, Mastercard, Bank of America, PayPal et Western Union<sup>[20]</sup>, lequel, selon son fondateur, a détruit 95 % de ses revenus. L'organisation trouve une parade en acceptant désormais les dons anonymes et intraçables en monnaie électronique : les bitcoins.

En juillet puis octobre 2012, *WikiLeaks* reprend la diffusion d'informations sensibles concernant respectivement la Syrie (« Syria Files »<sup>[21]</sup>) et les politiques de détention des États-Unis (« Detainee Policies »<sup>[22]</sup>).

À partir du 8 août 2012, Wikileaks subit une attaque par déni de service<sup>[23]</sup>, une « DDoS attack », qui empêche les internautes de se connecter au site et également à la plateforme française FDN<sup>2[24]</sup> permettant de réaliser des dons au profit de diverses associations dont Wikileaks. Le site est à nouveau accessible dès le 14 août. Une plainte est déposée par la FDN<sup>2</sup>.

Malgré les apparences induites par son nom, *WikiLeaks* n'est plus un wiki<sup>[25]</sup>. De plus, *WikiLeaks* n'a pas de rapport éditorial ou organisationnel avec la Wikimedia Foundation et ses projets collaboratifs (Wikipédia, etc.)<sup>[26]</sup>.

## Historique



Julian Assange, principal porte-parole de *WikiLeaks* depuis 2007.

Dès le 4 octobre 2006, le nom de domaine *wikileaks.org* avait été enregistré par John Young, co-fondateur de *Wikileaks* et fondateur de *cryptome.org*, autre site qui dévoile également des documents confidentiels<sup>[27]</sup>. Le site web *WikiLeaks* a été créé en décembre 2006 par quelques personnes engagées<sup>[11]</sup>, desquelles émerge ensuite un informel et évolutif *Advisory Board*<sup>[28],[29]</sup> de neuf personnes. Dès 2007, environ 1,2 million de documents avaient été ajoutés à la base de données de *WikiLeaks*<sup>[30]</sup> grâce à une communauté d'internautes, composée de dissidents chinois, iraniens, des mathématiciens et des technologues d'entreprises Internet des États-Unis, de Taïwan, d'Europe, d'Australie et d'Afrique du Sud, ainsi que de nombreux anonymes.

Les créateurs de *WikiLeaks* n'ont pas été formellement identifiés<sup>[31]</sup>. Le site a été principalement représenté depuis 2007 par Julian Assange. Assange se décrit comme un des membres de l'*Advisory Board*<sup>[32]</sup>, comprenant : lui-même, Phillip Adams, Wang Dan, C. J. Hinke, Ben Laurie, Tashi Namgyal Khamsitsang, Xiao Qiang, Chico Whitaker et Wang Youcai. Cependant, Khamsitsang et d'autres personnes citées par Assange, réfutent ou minimisent leur participation à ce comité consultatif<sup>[33]</sup>. À partir de 2010, cet *Advisory Board* n'est plus mis en avant sur le site officiel de *WikiLeaks*.

*WikiLeaks* est géré depuis octobre 2010 sous couvert d'une société de droit islandais *Sunshine Press Production*<sup>[10]</sup>. Des journalistes ont comparé cette entreprise avec celle de Daniel Ellsberg, qui divulgua en 1971 les *Pentagon Papers*<sup>[34]</sup>.

## Philosophie et fonctionnement

### Finalité et objectif

Le site divulgue, de manière anonyme, non identifiable et sécurisée, des documents témoignant d'une réalité sociale et politique, voire militaire, qui nous serait cachée, afin d'assurer une transparence planétaire. Les documents sont ainsi soumis pour analyse, commentaires et enrichissements « à l'examen d'une communauté planétaire d'éditeurs, relecteurs et correcteurs wiki bien informés ».

Selon son fondateur, Julian Assange, l'objectif à long terme est que WikiLeaks devienne « l'organe de renseignements le plus puissant au monde »<sup>[35]</sup>.

### Fonctionnement

Malgré son nom, le site WikiLeaks ne fonctionne plus comme un wiki. À la fois ouvert et sécurisé, les lecteurs ne possédant pas les autorisations appropriées ne pouvaient pas modifier le contenu de WikiLeaks<sup>[25]</sup>.

La sécurité du site est renforcée par l'emploi de technologies cryptographiques de pointe. À cette fin, des processus mathématiques et de chiffrement extrêmement sophistiqués doivent assurer le caractère privé, l'anonymat et l'impossibilité d'identification. Techniquement, WikiLeaks associe des versions remaniées de Freenet, de Tor ou de PGP à des logiciels de conception maison. WikiLeaks pense notamment ainsi être « étanche aux attaques politiques et légales » et, en ce sens, « impossible à censurer ».

Les contributeurs peuvent se connecter en mode normal ou en mode sécurisé. À la suite de la publication des révélations de télégrammes de la diplomatie américaine en novembre 2010, le système de boîte aux lettres destinée à recevoir les fuites<sup>[36]</sup> bénévoles a été provisoirement suspendu, en vue d'en renforcer encore la sécurisation de l'anonymat pour les sources<sup>[37]</sup>.

Les informations peuvent être soit diffusées directement par *WikiLeaks*, soit transmises de façon cryptée à des médias qui en font une analyse journalistique permettant de les diffuser au grand public sous une forme plus accessible<sup>[38]</sup>.

### Hébergements et notoriété

Les lieux d'hébergement des pages et du nom de domaine de WikiLeaks fluctuent au gré des pressions nationales ou internationales sur les hébergeurs<sup>[39],[40],[41]</sup>.

### États-Unis et Suède

Avant l'affaire du *Cablegate* en novembre-décembre 2010 (cf. infra), WikiLeaks était hébergé aux États-Unis, sur les serveurs d'Amazon et en Suède.

À la suite du *Cablegate*, Amazon avait décidé de stopper l'hébergement de WikiLeaks (sous pression politique, selon Wikileaks<sup>[42]</sup>), faisant ainsi acte de censure, puisque aucune décision de justice n'a prouvé l'illégalité du site<sup>[43]</sup>. À la même époque, *EveryDNS*, le prestataire DNS de Wikileaks, cessait d'héberger le nom de domaine *wikileaks.org*<sup>[44]</sup>.

À partir du 15 décembre 2010, le nom de domaine *wikileaks.org* est de nouveau actif. Il serait hébergé aux États-Unis, chez *Dynadot*<sup>[45]</sup>. Toutefois, l'url *wikileaks.org* redirige l'utilisateur vers l'extension « *.info* » du site WikiLeaks, soit : *wikileaks.info*. Or, la légitimité et la sécurité d'accès de cette adresse sont remises en question par The Spamhaus Project<sup>[46],[47]</sup>, nonobstant les dénégations formulées par le site visé<sup>[48]</sup>. Ainsi, après qu'une page d'avertissement de Spamhouse eut répandu des rumeurs – considérées comme calomnieuses – à l'encontre de *wikileaks.info*<sup>[46],[47]</sup>, le site électivement désigné par les allusions décide d'adresser une répartie – publiquement consultable sur le Web – à l'adresse des principaux intéressés<sup>[48]</sup>. Malgré une mise à jour de la page concernée, Spamhouse demeure dubitatif, face à la légitimité, la souveraineté – voire la sécurité d'accès pour l'internaute – liées à l'url portant ladite extension « *.info* », telle que subordonnée à WikiLeaks, soit : *wikileaks.info*<sup>[49],[50]</sup>. La position

de Spamhouse est cependant contredite par le diagnostic Google. La conclusion technique est « *wikileaks.info ne semble pas avoir servi d'intermédiaire pour l'infection de sites Web* » et « *wikileaks.info n'a pas hébergé de programmes malveillants au cours des 90 derniers jours*<sup>[51]</sup> ».

### France et Suisse

Le 28 novembre 2010, suite à la diffusion des télégrammes issus de la diplomatie américaine, les réactions internationales – hostiles au site – se sont multipliées et renforcées. À dessein de mieux préserver la pérennité du site, l'hébergement des pages est, depuis le 2 décembre 2010, en partie assuré par les responsables de WikiLeaks sur des serveurs loués à la société OVH, sise en France ; l'autre partie demeurant implantée en Suède<sup>[52],[53]</sup>. Le 3 décembre 2010, à la suite du *Cablegate*, Amazon avait décidé de stopper l'hébergement de WikiLeaks, sous pression politique selon Wikileaks<sup>[42]</sup>, faisant ainsi acte de censure puisqu'aucune décision de justice n'a prouvé l'illégalité du site. Le site utilise désormais le nom de domaine wikileaks.ch<sup>[41],[53],[54],[55]</sup>.

Tel était (en substance) le message succinct apparaissant, au matin du 3 décembre 2010, sur le nouveau site web de l'organisation, dont l'énoncé, en barre d'adresse url, porte, à ce jour, l'extension .ch<sup>[54]</sup>, propre au territoire suisse<sup>[41]</sup>. Lors d'une interview télévisée, accordée à la RTS, en date du 4 novembre 2010, Julian Assange avait déjà évoqué l'hypothèse vraisemblable de solliciter l'asile politique en Suisse<sup>[56]</sup>.

### Hébergement miroir international

Le 4 décembre 2010, afin de pallier les failles précédentes, Wikileaks lance un appel aux volontaires, requérant l'hébergement de sites miroirs. Ainsi, dès le 5 décembre 2010, le site se retrouve rapidement hébergé sur plusieurs dizaines de serveurs, eux-mêmes reliés à diverses déclinaisons de noms de domaines pluriels<sup>[57]</sup>.

Parmi les milliers de site miroirs apparus dans les semaines suivantes, on peut citer au moins deux quotidiens à audience nationale, *Dagsavisen* en Norvège et *Libération* en France, qui ont aussi fait le choix d'abriter un miroir de WikiLeaks sur leurs serveurs<sup>[58],[59]</sup>. La rédaction de *Libération* indique, en première page du quotidien, le 11 décembre 2010, vouloir « *empêcher l'asphyxie du site WikiLeaks à l'heure où des gouvernements et des entreprises cherchent à bloquer son fonctionnement sans même une décision de justice.* »<sup>[60]</sup>.

### Notoriété et essaimage

En phase de test, avant son développement grand public en 2007, le site était surtout actif dans sa version native anglophone ; à terme, il devrait comporter des versions en douze langues (dont le français). En novembre 2007, WikiLeaks annonçait avoir déjà reçu 1,2 million de documents.

La notoriété de WikiLeaks s'est considérablement accrue, après la révélation du *Cablegate*, suivie des pressions internationales – exercées en représailles – sur le site. De plus, WikiLeaks connaît un succès notable auprès de la population mondiale avec, en décembre 2010, plus de 1 404 337 fans sur Facebook<sup>[61]</sup>.

Depuis décembre 2010, de nombreux sites miroir ont été ouverts, afin d'échapper aux cyberattaques menées contre WikiLeaks ; en outre, divers sites d'essaimage voient le jour<sup>[62]</sup> ; lesdits sites publient, au fil de l'eau : les conséquences des affaires dévoilées via *WikiLeaks*, les actions menées contre WikiLeaks et les réactions de WikiLeaks.

Le principe même de *WikiLeaks* a fait école :

- OpenLeaks, créé par des dissidents de l'équipe *WikiLeaks*, notamment l'ancien porte-parole *Daniel Domscheit-Berg*, qui reprochent à *Julian Assange* son « manque de transparence » et son « autoritarisme »<sup>[63],[64],[65],[66]</sup>, a vu le jour le 26 janvier 2011 et devrait être opérationnel mi-2011<sup>[67]</sup>.
- *Cryptome.org*, est un autre site anglo-saxon dédié aux fuites de documents, qui a notamment divulgué des pages de *OpenLeaks*<sup>[67],[68]</sup>.
- En France :

- Un premier WikiLeaks territorial, *wikileaks13*<sup>[69]</sup>, sous-titré « Le site de l'indignation citoyenne », destiné à dénoncer les pratiques irrégulières dans la région marseillaise, a fait son apparition sur la toile le 1<sup>er</sup> janvier 2011<sup>[70]</sup>.
- Mediapart a ouvert le 10 mars 2011<sup>[71]</sup> son *FrenchLeaks*<sup>[72]</sup>.
- Al Jazeera a lancé en janvier 2011 *Al Jazeera Transparency Unit* (AJTU)<sup>[73]</sup>.
- Le New York Times réfléchit à un dispositif permettant d'attirer les informations transmises par les lanceurs d'alerte<sup>[74]</sup>.
- *QuébecLEAKS* lancé le 9 mars 2011, s'est donné pour objectif d'« atteindre une transparence complète de la part du gouvernement du Québec »<sup>[75].[76]</sup>.
- Le Wall Street Journal a lancé, le 6 mai 2011, sa *Safe House*<sup>[77]</sup> (*Coffre-fort*)

*WikiLeaks* est un phénomène récent de société qui intéresse vivement l'ensemble des médias y compris le cinéma<sup>[78]</sup>.

## **Théorie de la manipulation**

La plupart des informations dévoilées par *WikiLeaks*, au moins jusqu'au début 2011, corroborent souvent des rumeurs et tendances déjà évoquées dans les médias ou l'opinion publique<sup>[79][réf. insuffisante]</sup>.

S'appuyant notamment sur ce postulat, une théorie de la manipulation, selon laquelle les fuites de *WikiLeaks* sont voulues et téléguidées par les Américains, a progressivement pris naissance. Le but de cette manipulation serait de forcer la main de certains régimes, auparavant réticents à s'engager dans des actions préconisées par les États-Unis. Cette théorie du complot manipulateur est notamment illustrée par le déclenchement de la Révolution de Jasmin en Tunisie, qui a suivi de quelques semaines des révélations de télégrammes sur le régime de Ben Ali<sup>[80]</sup>.

## **Affaires médiatisées**

### **Années 2000**

En décembre 2006, le cheikh Hassan Dahir Aweys aurait ordonné de faire assassiner des membres du gouvernement somalien par des hommes de main. Lorsque cette information fut diffusée, *Wikileaks* précisa que cela pouvait être une désinformation de la part des États-Unis<sup>[81]</sup>. En août 2007, lors d'une élection, le candidat soutenu par l'ex-président Daniel Arap Moi, donné comme favori, a finalement perdu avec une différence de 10 % à la suite d'une fuite publiée par WikiLeaks dénonçant des détournements de fonds<sup>[82].[83]</sup>. Cette affaire a valu à Julian Assange le prix Amnesty International (*New Media*) en 2009. En janvier 2008, *WikiLeaks* a publié des documents de la banque suisse Julius Bär, notamment les relevés bancaires d'environ 1 600 clients qui avaient un compte dans une filiale aux Îles Caïmans<sup>[84]</sup>. En mai 2008, des documents de travail relatifs à la rédaction de l'Accord commercial anti-contrefaçon sont publiés par WikiLeaks, y braquant l'opinion publique.

Le 17 avril 2009, WikiLeaks a dévoilé l'intégralité du procès de l'affaire Marc Dutroux, le pédophile belge, en particulier le résumé de ses auditions. Il s'agit des 1 235 pages de synthèse de l'enquête destinées au juge d'instruction, dossier toujours couvert par le secret d'instruction<sup>[85]</sup>. L'origine de la fuite serait le journaliste luxembourgeois Jean Nicolas, qui a couvert l'affaire et qui avait comme beaucoup de ses confrères accès à l'ensemble des documents<sup>[86]</sup>. Le 22 juillet 2009, peu de temps avant l'effondrement du système bancaire, WikiLeaks a dévoilé des prêts de sommes anormalement élevées et des effacements de dettes, accordés par la banque Kaupthing au profit de particuliers privilégiés. Ces derniers ont été poursuivis et la législation nationale a évolué, visant à faire de l'Islande un « refuge » pour la liberté d'expression. Le 21 novembre 2009, WikiLeaks a dévoilé des fichiers contenant des courriers électroniques et des programmes provenant du *Climatic Research Unit*, utilisés par la suite pour accuser les climatologues concernés par les emails de manipulation et de destruction de données qui auraient pu discréditer la thèse du réchauffement climatique anthropique dans son ensemble (voir *Climategate*) bien que des enquêtes indépendantes ultérieures aient clairement démenti ces accusations<sup>[87].[88]</sup>.

## Années 2010

Le 5 avril 2010, *WikiLeaks* a publié une vidéo de l'armée américaine montrant deux photographes de Reuters, tués par un hélicoptère Apache, lors du raid aérien du 12 juillet 2007 à Bagdad<sup>[89],[90]</sup>. Cette publication marque le début de la célébrité mondiale du site Internet, jusqu'alors moins connu du grand public que ses propres fuites.

Le 25 juillet 2010, en collaboration avec *The Guardian*, *The New York Times* et *Der Spiegel*, *WikiLeaks*<sup>[91]</sup> rend publics les *War Logs*, 91 000 documents militaires américains secrets sur la guerre en Afghanistan. Le porte-parole du site a affirmé que certains des documents pourraient permettre de prouver d'éventuels crimes de guerre<sup>[92]</sup>. Ces documents sont présentés comme témoignant notamment du double jeu qu'aurait joué le Pakistan, ainsi que des efforts pour dissimuler le nombre de victimes civiles<sup>[93]</sup>. En 2011, le journal pakistanais *Dawn* accorde une large place aux documents publiés par *Wikileaks* à propos du Pakistan et des relations avec les États-Unis. Le 23 octobre 2010, après avoir donné une avant première aux journaux *Le Monde*, *The Guardian*, *The New York Times* et *Der Spiegel*, aux télévisions *Al Jazeera*, *SVT*, *Channel 4* et aux sites *Bureau of Investigative Journalism*, *Iraq Body Count* et *OWNI*<sup>[94]</sup>, *WikiLeaks* a mis en ligne 391 832 documents secrets sur la guerre en Irak, portant sur une période du 1<sup>er</sup> janvier 2004 au 31 décembre 2009, et révélant, notamment, que la guerre avait fait environ 110 000 morts pour cette période, dont 66 000 civils, et indiquant que les troupes américaines auraient livré plusieurs milliers d'Irakiens à des centres de détention pratiquant la torture<sup>[95]</sup>.

Le 28 novembre 2010, *WikiLeaks* commence la révélation de télégrammes de la diplomatie américaine. Par cette opération baptisée « *Cablegate* » par les médias anglo-saxons, plus de 250 000 documents sont révélés. Leur publication est relayée par cinq grands journaux partenaires du site, dont *Le Monde*. Selon le *New York Times*, ces notes « offrent un panorama inédit des négociations d'arrière-salle telles que les pratiquent les ambassades à travers le monde<sup>[96],[97],[98]</sup> ». Toutefois, de nombreux acteurs (gouvernements, institutions internationales) condamnent cet acte, notamment parce que « le fait d'ignorer les informations que contiennent les documents divulgués est dangereux »<sup>[99]</sup>, et que cela va « grandir le secret diplomatique »<sup>[99]</sup>. Rudolf Elmer, un ancien banquier suisse qui a été pendant huit ans le responsable de la banque helvétique *Julius Bär* aux Îles Caïmans, l'un des paradis fiscaux des Caraïbes, a livré à *WikiLeaks*, le 17 janvier 2011 des informations sur deux mille comptes en banques domiciliés dans des paradis fiscaux et appartenant à des riches personnalités, des entreprises et des personnages politiques<sup>[100],[101]</sup>. Cette révélation fait suite à une précédente affaire concernant la même banque en janvier 2008 (cf supra).

Suite aux accidents nucléaires de Fukushima, dus au séisme de la côte Pacifique du Tōhoku en 2011 au Japon, un câblogramme diplomatique américain, auquel le quotidien britannique *The Daily Telegraph* a eu accès, révèle qu'un expert de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) s'était inquiété de ce que les réacteurs japonais n'étaient conçus que pour résister à des séismes d'une magnitude de degré 7. Selon ce même document, le responsable de l'AIEA avait indiqué lors d'une réunion du « Groupe sur la sûreté et la sécurité nucléaires » du G8 à Tokyo en 2008, que les critères de sécurité du Japon étaient obsolètes<sup>[102],[103]</sup>. Un autre câble de 2006 indique que le gouvernement japonais s'est opposé à l'ordre d'un tribunal de fermer une centrale dans l'ouest en raison de doutes sur sa résistance à un séisme. L'Agence de sécurité nucléaire et industrielle du Japon avait estimé que le réacteur était « sûr » et que « toutes les analyses sur sa sécurité avaient été effectuées de façon appropriée »<sup>[102]</sup>.

Le 25 avril 2011, *WikiLeaks* publie les dossiers détaillés de 779 détenus du camp de Guantánamo. Ils contiennent de nombreux détails inédits, révélant entre autres le contenu d'interrogatoires, des photos, des rapports médicaux et des mémos. Selon les informations publiées, plus de 150 innocents d'origine afghane et pakistanaise ont été détenus des années sans être accusés. Le public y apprend également l'âge du plus jeune détenu, 14 ans, et celui du plus âgé, 89 ans.

Le 5 juillet 2012 puis le 24 octobre 2012, *WikiLeaks* reprend la diffusion d'informations sensibles concernant respectivement la Syrie (« *Syria Files* »<sup>[21]</sup>) et les politiques de détention des États-Unis (« *Detainee Policies* »<sup>[22]</sup>).

Le 8 avril 2013, *Wikileaks* annonce la publication des « *Kissinger Cables* », soit un ensemble de 1,3 millions de câbles diplomatiques, 320 000 documents classés secret défense et 205 901 documents (correspondances, notes, etc.)

liés à Henry Kissinger<sup>[104]</sup>.

## Controverses

### Réactions internationales

Les différentes divulgations – essaimées par le site WikiLeaks – ont entraîné un certain nombre de réactions (majoritairement hostiles), émanant des États, organismes ou personnes concernées qui, pour tenter de justifier ou légitimer leurs positions condamnatoires, mettent généralement en exergue les notions éthiques de manipulation et/ou de mise en danger des personnes électivement citées ou impliquées dans le processus en cours.

À l'opposé, des associations de défense de la presse, de la liberté d'expression, de la transparence, ont généralement pris la défense de *WikiLeaks*, face à ce qu'ils considèrent comme relevant d'un acte délibéré de censure<sup>[18]</sup>. Le site et son porte-parole ont également bénéficié de l'Effet Streisand. La défense de *WikiLeaks* prend également une forme musicale et humoristique<sup>[105]</sup>.

Enfin, des groupes d'influence ou de pression promeuvent leurs propres idées et desseins, par le biais d'analyses orientées ou d'informations d'une teneur erronée, illuminée, mensongère, ou simplement éloignée du sujet originellement concerné<sup>[106],[107],[108]</sup>.

En décembre 2010, l'ancien agent du FBI Coleen Rowley a affirmé que « si le site avait existé en 2001, le 11 septembre aurait sans doute été évité »<sup>[109]</sup>.

Date	Évènements
9 avril 2009	<ul style="list-style-type: none"> <li>DENIC, responsable de l'attribution des domaines Internet allemands, a décidé de retirer <code>wikiLeaks.de</code> des listes d'adresses Internet officiellement reconnues. Cette décision aurait été prise à la suite de la publication par le site d'une liste secrète de censure australienne<sup>[110]</sup>, mais <i>Heise online (de)</i> a déterminé que le propriétaire du domaine, Theodor Reppe, avait omis de verser la cotisation annuelle, incitant DENIC à reprendre possession du domaine<sup>[111]</sup>.</li> </ul>
23 janvier 2010	<ul style="list-style-type: none"> <li>Seconde suspension du compte Paypal de WikiLeaks depuis que le site existe. Peu après, le compte est réactivé<sup>[112]</sup>.</li> </ul>
15 mars 2010	<ul style="list-style-type: none"> <li>Un document classé (SECRET/NOFORN)<sup>[113]</sup> de 32 pages est publié sur WikiLeaks, montrant que l'armée américaine chercherait à détruire WikiLeaks<sup>[114]</sup>. Le document rapporte ainsi que celle-ci concocte un plan pour marginaliser l'organisation. Puisque WikiLeaks utilise « la confiance en tant que centre de gravité en protégeant l'anonymat et l'identité des personnes internes responsables de fuites et autres lanceurs d'alerte », le rapport recommande « l'identification, la révélation publique, le renvoi, la poursuite judiciaire et criminelle contre les personnes, actuelles ou passées, qui ont révélé au public des informations internes comme moyen d'affaiblir ou de détruire ce centre de gravité et de dissuader d'autres personnes envisageant les mêmes actions d'utiliser le site WikiLeaks.org ». Deux ans après la date du rapport, aucune source n'a été exposée. Il semble que le plan a échoué. La justification de ce plan, inscrite dans le rapport dit : « Plusieurs pays étrangers, entre autres la Chine, la Corée du Nord, la Russie, le Vietnam et le Zimbabwe, ont dénoncé et bloqué l'accès au site WikiLeaks.org ». Le rapport apporte d'autres justifications en énumérant quelques fuites embarrassantes délivrées par WikiLeaks : « Les dépenses d'équipement des États-Unis en Irak, des violations probables commises par les USA du traité de la convention internationale de la guerre chimique en Irak, la bataille concernant la ville irakienne de Fallujah, et des violations des droits de l'homme à Guantanamo Bay ». Pour l'heure aucune source ne vient confirmer l'authenticité de ce rapport.</li> </ul>
6 juin 2010	<ul style="list-style-type: none"> <li>On apprend par le site spécialisé Wired News qu'un analyste militaire américain, du nom de Bradley Manning, jusqu'alors stationné dans l'est de l'Irak, est arrêté par les services de sécurité américains. Il est soupçonné d'avoir livré au site WikiLeaks plusieurs scoops, dont la fameuse vidéo d'une bavure américaine en Irak (supra). L'arrestation est confirmée le 7 juin 2010 par les services de sécurité américains. En fait, Manning aurait été aux arrêts depuis une quinzaine de jours – avant la révélation de l'arrestation – et interrogé au Koweït. Le hacker Adrian Lamo a décidé de dénoncer Bradley Manning au FBI, quand celui-ci lui a confié avoir fait parvenir à WikiLeaks 260 000 pages de documents confidentiels incriminants, provenant des ambassades américaines à travers le monde<sup>[115]</sup>.</li> </ul>

26 juillet 2010	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le gouvernement des États-Unis a condamné la publication de documents secrets sur la guerre en Afghanistan (supra), affirmant que cela menaçait la sécurité de soldats américains engagés en Afghanistan. À cet effet, une enquête a été lancée par le Pentagone, dès le jour suivant, afin de retrouver l'origine des informations. Le 5 août 2010, le Pentagone a exigé que WikiLeaks lui remette immédiatement la totalité des 15 000 documents classés « secret défense » qui n'ont pas encore été divulgués et que ceux qui ont déjà été mis en ligne<sup>[116]</sup> soient détruits. Robert Gates, secrétaire américain à la Défense, a vivement contesté l'initiative de WikiLeaks, jugeant le site « moralement », sinon légalement coupable<sup>[116]</sup>. Le principal responsable de WikiLeaks, Julian Assange, aurait cependant été averti par les autorités américaines qu'il s'expose à des poursuites pour espionnage<sup>[117]</sup>. Le 9 août des ONG appellent Wikileaks à retirer de ses publications les noms d'Afghans aidant les forces américaines<sup>[118]</sup>. Quelques rares critiques évoquent une manipulation<sup>[119],[120],[121]</sup>.</li> </ul>
24 août 2010	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le procureur général de Liège (Belgique) et le père d'une victime de Marc Dutroux ont critiqué la publication, par le site WikiLeaks, d'éléments confidentiels du dossier judiciaire du pédophile belge, intervenue pourtant plus de 16 mois auparavant (supra), au mépris du secret de l'instruction. Selon le procureur : « ce sont des infos vraies, fausses, très disparates, qui mettent en cause une série de gens qui n'ont parfois rien à se reprocher, qui ont simplement été cités dans une enquête, qui se voient ainsi exposés, peut-être au mépris public, sur internet ».</li> <li>Dans le même temps, le fondateur du site, Julian Assange, devait faire face à une opportune accusation de viol par la justice suédoise, laquelle a retiré ses charges le jour même, tout en indiquant poursuivre son enquête<sup>[122],[123]</sup>.</li> </ul>
20 octobre 2010	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le département américain de la Défense, s'adressant à l'agence Reuters, a appelé les médias à ne pas diffuser les documents confidentiels « volés », liés à la guerre en Irak, que s'appropriait à publier le site WikiLeaks<sup>[124]</sup>.</li> </ul>
26 octobre 2010	<ul style="list-style-type: none"> <li>Publication faite (supra), le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH) fait part de l'inquiétude de Navi Pillay, son Haut Commissaire, concernant les informations révélées par WikiLeaks. Selon elle, les autorités américaines et irakiennes doivent prendre les mesures nécessaires pour enquêter sur toutes les allégations formulées dans ces rapports et traduire en justice les responsables<sup>[125]</sup>. Ces réactions interviennent au moment où les autorités suédoises rejettent, le 18 octobre 2010, une demande de permis de travail et de résidence pour Julian Assange, qui a choisi la Suède pour bénéficier de la législation sur la protection des sources des journalistes très stricte dans ce pays<sup>[124]</sup>.</li> </ul>
28 novembre 2010	<ul style="list-style-type: none"> <li>Suite à la publication de documents de la diplomatie américaine, WikiLeaks déclare, sur Twitter, faire l'objet d'une attaque par déni de service<sup>[126]</sup>, et le site devient inaccessible dans la soirée.</li> <li>Le système de boîte aux lettres, destiné à recevoir les fuites bénévoles, est provisoirement suspendu, en vue d'en renforcer encore la sécurisation de l'anonymat pour les sources<sup>[37]</sup>.</li> <li>Dans le même temps, de nombreuses capitales nationales s'émeuvent de cette publication<sup>[127]</sup>.</li> <li>L'OTAN fustige « l'irresponsabilité » de WikiLeaks<sup>[128]</sup>.</li> <li>La Maison-Blanche traite les responsables de WikiLeaks de « criminels »<sup>[129]</sup> et Hillary Clinton déclare que cet acte constitue « une attaque contre la communauté internationale ».</li> <li>Un véritable débat s'instaure sur les limites de la transparence en démocratie et sur la fin du secret d'État<sup>[130],[131],[132],[133]</sup>.</li> </ul>
1 <sup>er</sup> décembre 2010	<ul style="list-style-type: none"> <li><i>Tableau Software</i> (service qui fournit un logiciel de graphiques, utilisé pour trier les câbles diplomatiques) supprime les graphiques de Wikileaks sur pression du sénateur américain Joe Lieberman<sup>[134]</sup>.</li> <li>Amazon, hébergeur web de Wikileaks décide de stopper l'hébergement du site qui « ne possède pas les droits pour publier ces documents confidentiels »<sup>[135]</sup>.</li> </ul>
3 décembre 2010	<ul style="list-style-type: none"> <li><i>EveryDNS</i> stoppe son service de DNS (système qui faisait le lien entre le nom de domaine <i>wikileaks.org</i> et l'hébergeur) pour WikiLeaks, entraînant une indisponibilité du domaine <i>wikileaks.org</i>. Officiellement, <i>EveryDNS</i> a arrêté ses services car « aucun utilisateur [du service] ne doit empêcher les autres d'en profiter »<sup>[136]</sup>. D'après le fournisseur, le domaine <i>wikileaks.org</i> a été victime d'attaque par déni de service, entraînant un ralentissement du service pour tous les autres sites.</li> <li><i>Wikileaks</i> bascule sur le nom de domaine <i>wikileaks.ch</i> et héberge une sauvegarde de ses télégrammes diplomatiques chez OVH, un hébergeur français.</li> <li>Éric Besson annonce dans une lettre au CGIET qu'il souhaite que « ce site Internet ne soit plus hébergé en France et que tous les opérateurs ayant participé à son hébergement puissent être dans un premier temps sensibilisés aux conséquences de leurs actes, et dans un deuxième temps placés devant leurs responsabilités ».</li> </ul>
4 décembre 2010	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le compte Paypal de WikiLeaks est une troisième fois suspendu<sup>[137],[138],[139]</sup>.</li> <li>Reporters sans frontières dénonce une « censure à l'échelle internationale »<sup>[18]</sup>.</li> </ul>

5 décembre 2010	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Donald S. Beyer – ambassadeur des États-Unis, à Berne – met en garde le gouvernement suisse contre les possibles conséquences qui pourraient découler d'un octroi d'asile politique, en Suisse, au bénéfice de Julian Assange<sup>[140],[141]</sup>.</li> <li>• Le même jour, le porte parole de l'établissement financier suisse dans lequel Julian Assange aurait domicilié un compte pour la collecte de fonds en décembre 2010, fait part de la nécessité de procéder à des investigations complémentaires, visant à vérifier l'authenticité de l'adresse légale (suisse) communiquée par le souscripteur, en raison des doutes qui entoureraient sa légitimité, voire sa réelle existence factuelle<sup>[142]</sup>.</li> </ul>
6 décembre 2010	<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'établissement financier suisse décide de clôturer le compte de Julian Assange, pour cause de renseignements erronés<sup>[143],[144]</sup>, donnant aussitôt lieu à diverses attaques informatiques exogènes (par déni de service) perpétrées contre le site de la banque<sup>[145]</sup>.</li> <li>• Mastercard annonce qu'il fera son possible pour empêcher Wikileaks de recevoir des dons.</li> <li>• PostFinance (organisme financier de la poste suisse) ferme le compte de Julian Assange destiné à recevoir des dons de soutien, en l'accusant d'avoir fourni « <i>de fausses informations sur son lieu de résidence</i> ».</li> </ul>
7 décembre 2010	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Visa International « a engagé des actions afin de suspendre les dons pour Wikileaks en attendant une enquête plus approfondie » ; « Visa Europe a décidé de suspendre l'autorisation de paiements vers le site WikiLeaks dans l'attente d'éléments supplémentaires sur la nature de ses activités, et en attendant de savoir s'il contrevient aux règles de fonctionnement de Visa ». Le même jour, MasterCard Worldwide avait déjà bloqué les virements adressés au site, jugeant ses activités « illégales »<sup>[146],[147],[148],[149]</sup>.</li> </ul>
8 décembre 2010	<ul style="list-style-type: none"> <li>• En réaction à ce qui précède, la société islandaise DataCell – permettant à WikiLeaks de recevoir des dons – a indiqué qu'elle portait plainte contre le groupe de paiements par cartes bancaires Visa pour avoir bloqué ses versements au site<sup>[150],[151],[152]</sup>.</li> </ul>
9 décembre 2010	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Un document – provenant de l'ambassade américaine, à Moscou – révèle une importante opération de lobbying, émanant des autorités américaines en Russie, visant à protéger les intérêts de Visa et Mastercard<sup>[153],[154]</sup>.</li> <li>• En Suisse, PostFinance (organisme financier affilié à la poste suisse), ainsi que maints autres sites bancaires ou d'octroi de crédit (à l'étranger) – ayant maille à partir avec WikiLeaks – sont toujours<sup>[Quand ?]</sup> la cible d'attaques informatiques (hacking), de type DDoS<sup>[155],[156],[157],[158]</sup>.</li> <li>• En Australie, des sympathisants de Julian Assange et des objectifs de WikiLeaks, manifestent, notamment à Brisbane<sup>[159]</sup>.</li> </ul>
10 décembre 2010	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le 10 décembre, le regroupement informel d'hacktivistes<sup>[160]</sup>, sous le même Anonymous, publie un communiqué public<sup>[161]</sup>, visant essentiellement à apporter un éclairage complémentaire, quant à l'exercice de son activité sporadique ; son contenu s'adresse, en premier lieu, aux différentes instances concernées : Visa, MasterCard, PayPal, Amazon [...]. Ledit regroupement tente de préciser la nature réelle – et non subodorée – de son activité, tout en décrivant plus exhaustivement la tonalité majeure affiliée à ses intentions laminaires, en sus de la finalité qu'il cherche à promouvoir ; il se veut ainsi plus conciliant, voire pédagogue ; il incite les internautes à diffuser par eux-mêmes les quelque 250 000 mémos diplomatiques obtenus par l'entremise de WikiLeaks<sup>[162],[161]</sup>.</li> </ul>
12 décembre 2010	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La fermeture du compte suisse de Julian Assange<sup>[163]</sup> – annoncée « à grand bruit » par Postfinance – suscite des remous croissants. Il se pourrait ainsi que, selon le droit suisse, lui-même subordonné au secret bancaire, Postfinance ait, en quelque sorte, violé le « secret postal ». Selon plusieurs médias dominicaux, un dossier pénal pourrait être constitué. Par extension, Jürg Bucher (responsable de l'établissement financier concerné) risque de devoir être amené à justifier ses décisions auprès du Ministère public de la Confédération<sup>[164]</sup>.</li> <li>• Dans son émission <i>Mise au point</i> du 12 décembre 2010, la radio télévision suisse tente de décortiquer le phénomène WikiLeaks, voire d'en dresser le portrait anamnestique : historique, réseaux, implications mondiales, conséquences implicites, etc<sup>[34]</sup>.</li> </ul>
13 décembre 2010	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Wikileaks publie des télégrammes diplomatiques américains, dont la teneur tendrait à définir le rôle d'intermédiaire qu'aurait joué la Suisse dans son rôle supposé de pays médiateur entre les Etats-Unis et l'Iran : d'une part, face au différend qui tend à opposer Téhéran à Washington et, d'autre part, dans un dossier nucléaire générateur de préoccupations plurielles croissantes. Depuis 2006, la Suisse paraît effectivement pratiquer une politique active. Cependant, nonobstant la bonne volonté dont il est dit que ce pays fait preuve dans ses tentatives réitérées de résolutions à l'amiable, il semblerait quand même ressortir – du moins, à la lecture des câbles diplomatiques en question – que ses velléités diplomatiques n'ont pas toujours été aussi heureusement perçues ; en effet, il semblerait même apparoir que son action aurait été parfois sporadiquement considérée (du moins, aux yeux des États-Unis) comme « embarrassante »<sup>[165]</sup>.</li> </ul>
15 décembre 2010	<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'US Air Force a bloqué l'accès de ses postes informatiques à des sites d'information reprenant les publications de WikiLeaks<sup>[166],[167]</sup>.</li> <li>• Spamhouse a blacklisté le nom de domaine <i>wikileaks.info</i> pendant quelques heures, avant d'annuler cette sanction, à la suite notamment des protestations des responsables du site WikiLeaks<sup>[168]</sup>. Par ailleurs, le diagnostic Google n'a pas identifié le site <i>wikileaks.info</i> comme suspect<sup>[51]</sup>.</li> </ul>

17 décembre 2010	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La police australienne renonce à enquêter sur WikiLeaks, au moins tant que de nouvelles révélations ne seront pas publiées<sup>[169]</sup>.</li> <li>• Bank of America met fin à ses versements à destination de <i>WikiLeaks</i>, imitant ainsi les réactions précédemment mises en œuvre par les organismes bancaires <i>MasterCard</i>, <i>PayPal</i>, <i>Visa Europe</i>, etc.<sup>[170],[171]</sup>.</li> </ul>
21 décembre 2010	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Apple retire de sa boutique en ligne App Store une application pour l'iPhone et l'iPad, introduite quelques jours auparavant, créée par le développeur russe <i>Igor Barinov</i>, permettant de se connecter au site web ainsi qu'au compte Twitter de <i>WikiLeaks</i> et d'accéder notamment aux télégrammes diplomatiques<sup>[172]</sup>.</li> <li>• Reporters sans frontières héberge, à l'adresse <a href="http://wikileaks.rsf.org">http://wikileaks.rsf.org</a>, un site miroir de <i>WikiLeaks</i> et en particulier les télégrammes diplomatiques issus du Cablegate<sup>[173]</sup>.</li> </ul>
22 décembre 2010	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>The Washington Post</i> révèle que la CIA vient de mettre sur pied une cellule spécialisée, surnommée « WikiLeaks Task Force » (WTF), sigle humoristique rappelant l'expression triviale anglo-saxonne « What the fuck ? » signifiant « <i>C'est quoi ce bordel ?</i> »<sup>[174],[175]</sup>.</li> </ul>
19 janvier 2011	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Rudolf Elmer</i> qui a remis à plusieurs reprises à WikiLeaks des données sur de présumés fraudeurs du fisc, a été condamné ce 19 janvier par un tribunal zurichois à une amende avec sursis pour violation du secret bancaire. L'intéressé, un ancien banquier, a fourni des informations à WikiLeaks à deux reprises, en 2007 et le 17 janvier 2011<sup>[176],[177]</sup> (cf. supra).</li> </ul>
2 septembre 2011	<ul style="list-style-type: none"> <li>• WikiLeaks décide de publier l'intégralité des câbles américains sur son site web, plaçant ainsi l'association et son porte-parole en position de porte-à-faux et de conflit vis-à-vis de la plupart des médias avec lesquels une collaboration interactive s'était pourtant initialement engagée<sup>[178]</sup>.</li> </ul>
24 avril 2013	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La condamnation de la sté <i>Valitor</i> est confirmée par la Cour suprême d'Islande, avec astreinte à une amende périodique si le service n'est pas restauré dans les quinze jours. <i>Valitor</i>, en tant que filiale locale du groupe de carte bancaire <i>Visa International</i>, avait cessé d'assurer les transactions financières de WikiLeaks en décembre 2010.<sup>[179]</sup> Plus aucun recours n'est possible pour <i>Valitor</i><sup>[180]</sup></li> </ul>

## Poursuites judiciaires

Plusieurs pays et organismes ont intenté ou envisagent des poursuites judiciaires<sup>[181]</sup>.

Ces poursuites font suite aux premières réactions internationales d'opposition à WikiLeaks (cf. supra). Selon les lois en vigueur dans les différents pays, ces poursuites sont dirigées, alternativement, vers le site lui-même (voire sa rédaction) et, plus électivement, à l'adresse individualisée de son porte-parole : Julian Assange.

### États-Unis

Au début de l'année 2008, la banque suisse Julius Bär a intenté une action en justice contre *WikiLeaks.org*, qui publiait des documents portant sur une affaire de blanchiment aux îles Cayman l'impliquant. Devant une cour de justice de Californie, la banque a obtenu en février 2008 que la société californienne Dynadot efface l'adresse *WikiLeaks.org* de ses registres DNS. Techniquement, ceux-ci font le lien entre le nom de domaine *WikiLeaks.org* et l'adresse IP du serveur qui héberge le site. Le contenu du site n'avait donc pas été effacé et restait (et reste) accessible via cette adresse<sup>[182]</sup>. Le 1<sup>er</sup> mars 2008, le juge fédéral Judge White est revenu sur sa décision et a autorisé non seulement l'opérateur à réactiver l'adresse, mais aussi WikiLeaks à maintenir disponibles les documents publiés sur la banque Julius Bär<sup>[183]</sup>.

Le 14 décembre 2010, la juge *Theresa Buchanan* de la cour de justice de Virginie, agissant pour le gouvernement Obama, a enjoint à Twitter de lui fournir des renseignements sur *Julian Assange* et trois autres personnes réputées proches de *WikiLeaks* : *Birgitta Jónsdóttir*, parlementaire islandaise, *Jacob Appelbaum*, chercheur américain en informatique et Rop Gonggrijp, collaborateur hollandais de *WikiLeaks*<sup>[184],[185],[186],[187]</sup>.

## France

Le 3 décembre 2010, alors que Wikileaks (qui était hébergé jusqu'au 1<sup>er</sup> décembre par Amazon à Seattle) a transféré une partie de son site chez OVH (hébergeur à Roubaix), Éric Besson veut requérir l'interdiction d'héberger le site de *WikiLeaks* en France, arguant — entre autres motifs pluriels — de la violation du « secret des relations diplomatiques » et de la mise en danger « des personnes protégées par le secret diplomatique »<sup>[188],[189],[190]</sup>. Face à cette demande, OVH — firme qui, en France, loue des serveurs dédiés à l'hébergement (partiel) de *WikiLeaks* — a saisi la justice, afin qu'elle se prononce plus clairement sur la légalité de ce site, quant à son implantation sur le territoire français<sup>[191]</sup>.

Le 6 décembre 2010, la justice française, se basant sur la loi du 21 juin 2004 relative à la confiance dans l'économie numérique (LCEN), estime qu'une décision en référé ne peut être prise et qu'un débat contradictoire sur le fond de l'affaire est nécessaire<sup>[192]</sup>. Ce rejet autorise implicitement l'hébergement de *WikiLeaks* en France, mais il ne s'agit que d'une victoire temporaire pour l'association : cette situation ne tiendra qu'en l'absence d'une action en justice de la part d'une personne ayant un intérêt à agir<sup>[193]</sup>. Le 21 décembre 2010, Éric Besson indique que la décision d'interdire l'hébergement de *WikiLeaks* en France revient au premier ministre François Fillon, sur la base du rapport, encore confidentiel, rédigé par le CGIET<sup>[194]</sup>

## Royaume-Uni

Le 6 décembre 2010, l'un des avocats de Julian Assange déclare que son mandant et lui-même se préparent à organiser une rencontre avec la police britannique<sup>[195],[196]</sup>. Dans cette rencontre prévue le lendemain, Julian Assange pouvait éventuellement négocier sa liberté provisoire, contre le versement préalable d'une caution, dont le montant se serait situé entre £100 000 à £200 000 GBP<sup>[197]</sup>.

Le 7 décembre 2010, Julian Assange se présente à la police britannique comme annoncé la veille ; il est gardé en détention, après que le juge *Howard Riddle* de la Cour de justice de Westminster ait rejeté sa demande de mise en liberté sous caution ; Assange doit rester en détention au moins jusqu'au 14 décembre 2010<sup>[198]</sup>. À Londres, le groupe baptisé « *Justice pour Assange* » a appelé à manifester devant le tribunal de Westminster<sup>[150]</sup>. 14 décembre 2010 : après l'avoir placé en détention provisoire depuis le 7 décembre 2010 (à dessein allégué – entre autres motifs invoqués – d'assurer sa sécurité, face aux menaces dont il ferait l'objet), le juge Howard Riddle (du tribunal de Westminster) consent, finalement, à la libération anticipée de Julian Assange, sous condition subordonnée au versement d'une caution préalable<sup>[199],[200]</sup>.

Le Parquet britannique<sup>[201]</sup>, fait immédiatement appel de cette décision ; conséquence : Julian Assange reste potentiellement libérable, néanmoins, il doit demeurer en détention provisoire, jusqu'à ce que la Haute Cour de justice ait statué<sup>[199],[200]</sup>. 16 décembre 2010 : la Haute Cour de Londres valide la demande de liberté conditionnelle de Julian Assange<sup>[202],[203]</sup>. Assange reste en liberté surveillée, avec bracelet électronique, dans l'Est de l'Angleterre, en attendant un procès dont la date doit être annoncée vers le 11 janvier 2011 et par lequel il risque l'extradition vers la Suède.

Le 11 janvier 2011, après une courte audience de procédure, la date du 7 février 2011 a été fixée pour l'audience plénière de deux jours qui doit statuer sur l'extradition d'Assange vers la Suède<sup>[204]</sup> ; la liberté surveillée se poursuit au manoir de *Ellingham Hall* chez *Vaughan Smith*<sup>[205]</sup>, avec pointage quotidien au poste de police de Beccles<sup>[206]</sup>. 7 février 2011 : la justice britannique commence à examiner la demande d'extradition de Julian Assange, formulée par la Suède, dans le cadre d'une enquête le visant, concernant une alléguée « agression sexuelle<sup>[207]</sup> ». Cette audience a été prolongée jusqu'au 11 février, puis reportée au 24 février 2011<sup>[208]</sup>. 24 février 2011 : le juge anglais Howard Riddle du tribunal londonien de *Belmarsh*, statuant sur la forme de la procédure, a prononcé la possible extradition de Julian Assange vers la Suède d'ici dix jours. Assange a indiqué qu'il ferait appel de ce jugement ; il dispose de sept jours pour interjeter officiellement appel devant la Haute cour de Londres<sup>[209],[210],[211],[212]</sup>.

## Suède

Depuis le 30 novembre 2010, un mandat d'arrêt international a été émis spécifiquement à l'encontre de Julian Assange, par l'entremise d'Interpol<sup>[213],[214],[215]</sup>, à la suite de plaintes pour délit de « sexe par surprise<sup>[216]</sup> », improprement repris par des médias sous le vocable de viol<sup>[217]</sup>. Bien qu'aucun lien officiel avec les publications de WikiLeaks ne soit effectué, les déplacements internationaux et les autres activités de son porte-parole s'en retrouvent compliqués<sup>[98]</sup>. La sévérité de la justice suédoise et le zèle des autorités britanniques paraissent suspects aux yeux même de féministes<sup>[218]</sup>. Des fuites de documents sur Internet concernant cette affaire ont été constatées par l'AFP le 4 février 2011<sup>[219],[220]</sup>.

## Suisse

19 décembre 2010 : le Parti pirate suisse dépose une plainte pénale – auprès du Ministère public de la Confédération – contre PostFinance (organisme financier de La Poste), invoquant une violation du secret postal ayant présidé à la fermeture ostentatoirement publique du compte que Julian Assange avait ouvert dans cet établissement<sup>[221]</sup>.

## Notes et références

### Notes

- [1] Les URL et DNS d'accès à WikiLeaks sont parfois momentanément perturbés, soit par une affluence très importante, soit par des manœuvres malveillantes
- [2] <http://www.wikileaks.nl>
- [3] <http://www.wikileaks.ch>
- [4] <http://www.wikileaks.de>
- [5] <http://www.wikileaks.lu>
- [6] <http://www.wikileaks.org>
- [7] <http://88.80.16.63/>
- [8] Plus de mille sites (1426 au 21 décembre 2010).
- [9] <http://46.59.1.2/Mirrors.html>
- [11] [web.archive.org \(http://web.archive.org/web/20070117001628/http://www.wikileaks.org/faq.html#dare\)](http://web.archive.org/http://web.archive.org/web/20070117001628/http://www.wikileaks.org/faq.html#dare) : archive de la FAQ sur *wikileaks.org* le 14 janvier 2007.
- [12] Dans sa présentation, le site en français indique aussi et
- [13] Article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme :
- [14] (en) « *The broader principles on which our work is based are the defence of freedom of speech and media publishing, the improvement of our common historical record and the support of the rights of all people to create new history. We derive these principles from the Universal Declaration of Human Rights. In particular, Article 19 inspires the work of our journalists and other volunteers* »
- [16] et
- [19] [www.parismatch.com \(http://www.parismatch.com/Actu-Match/Monde/Actu/Julian-Assange-Wikileaks-234391/\)](http://www.parismatch.com/Actu-Match/Monde/Actu/Julian-Assange-Wikileaks-234391/) : Julian Assange - "Je n'ai pas le choix. Publier ou périr"
- [20] « WikiLeaks suspends publishing to fight financial blockade » (<http://www.guardian.co.uk/media/2011/oct/24/wikileaks-suspends-publishing?newsfeed=true>), *guardian.co.uk*, 24 octobre 2011.
- [21] Syria Files (<http://wikileaks.org/syria-files/>)
- [22] Detainee Policies (<http://wikileaks.org/detainee-policies/>)
- [24] [www.fdn2.org \(http://www.fdn2.org\)](http://www.fdn2.org) Site officiel du *Fonds de Défense de la Neutralité du Net*.
- [25] ; « Wikileaks is a wiki. All our writers can edit it, including you » :
- [26] .
- [27] [www.zdnet.fr \(http://www.zdnet.fr/blogs/cyberveilleance/wikileaks-heros-ou-escrocs-39756774.htm\)](http://www.zdnet.fr/blogs/cyberveilleance/wikileaks-heros-ou-escrocs-39756774.htm) *Wikileaks, héros ou escrocs ?* par Pierre Caron (publié le 12 décembre 2010 - visité le 12 décembre 2010).
- [28] [web.archive.org \(http://web.archive.org/web/20071121031851/wikileaks.org/wiki/Advisory\\_Board\)](http://web.archive.org/web/20071121031851/wikileaks.org/wiki/Advisory_Board) : archive 2007 de la page *Advisory Board* sur *wikileaks.org* le 28 septembre 2007.
- [29] [web.archive.org \(http://web.archive.org/web/20080327225000/www.wikileaks.org/wiki/Advisory\\_Board\)](http://web.archive.org/web/20080327225000/www.wikileaks.org/wiki/Advisory_Board) : archive 2008 de la page *Advisory Board* sur *wikileaks.org* le 1er avril 2008.
- [34] WikiLeaks : qui est Julian Assange ? (<http://www.tsr.ch/video/emissions/mise-au-point/2784896-wikileaks-qui-est-julian-assange.html#id=2784896>), émission télévisée *Mise au point*, RTS, 12 décembre 2010.
- [36] Fuites d'information : art et technique ([http://dl.dropbox.com/u/2946979/IRIS - Observatoire GÃ©ostratÃ©gique de l'Information nÂ°6.pdf](http://dl.dropbox.com/u/2946979/IRIS-Observatoire-GA%20strat%20gique-de-l%27Information-n%26.pdf))

- [37] L'encart suivant était présent sur la page de soumission des articles :
- [39] Répertoire des sites miroir sous : [mirror.wikileaks.info](http://mirror.wikileaks.info) (<http://mirror.wikileaks.info>) ; il s'agit de l'url subsidiaire, mentionnée – en personne – par Julian Assange lui-même, au cours d'un *live chat online*, organisé le , à l'attention des lecteurs du quotidien d'information britannique : The Guardian.
- [40] Julian Assange answers your questions (<http://www.guardian.co.uk/world/blog/2010/dec/03/julian-assange-wikileaks>) : retranscription du *live chat online*, publiquement accessible, organisé tout spécialement, le , par The Guardian, à l'attention expresse des lecteurs/trices, invités/es à soumettre leurs questions – en direct – au fondateur de WikiLeaks.
- [41] WikiLeaks multiplie les adresses internet (<http://www.tsr.ch/info/monde/2757693-wikileaks-multiplie-les-adresses-internet.html>) : article, & fichiers radiophoniques, en streaming, sur tsrinfo, .
- [44] Le site *wikileaks.org*, sous l'IP 46.59.1.2, était redevenu actif dès le 3 décembre 2010 au soir.
- [45] [www.linformaticien.com](http://www.linformaticien.com/ActualitÃ©s/tabid/58/newsid496/9801/wikileaksorg-de-retour-sur-le-nouveau-continent/Default.aspx) (<http://www.linformaticien.com/ActualitÃ©s/tabid/58/newsid496/9801/wikileaksorg-de-retour-sur-le-nouveau-continent/Default.aspx>) : *wikileaks.org* de retour sur le nouveau continent
- [46] Entre autres allégations, Spamhouse laisse sous-entendre la présence de malwares sur le site de *wikileaks.info*, lesquels malwares mettraient en péril la sécurité informatique des internautes.
- [47] Wikileaks Mirror Malware Warning (<http://www.spamhaus.org/news.lasso?article=665>) *The Spamhaus Project*, 14 décembre 2010.
- [48] *Spamhaus: False Allegations Against wikileaks.info* (<http://wikileaks.info/press/spamhaus-false-allegations-against-wikileaks.html>) *wikileaks.info* – 15 décembre 2010.
- [49] Depuis le 15 décembre 2010, le fait de taper *wikileaks.org* redirige automatiquement l'internaute vers *wikileaks.info*, dont la consignation est précisément considérée comme sujette à caution par Spamhouse.
- [50] Hormis la seule extension « .info », affiliée au site désigné, Spamhouse n'émet aucune forme de réserve particulière, quant à la fiabilité des « autres » sites miroirs promus par *WikiLeaks*.
- [51] [www.google.com](http://www.google.com/safebrowsing/diagnostic?site=wikileaks.info) (<http://www.google.com/safebrowsing/diagnostic?site=wikileaks.info>) : Page de diagnostic pour *wikileaks.info*
- [54] *WikiLeaks moves to Switzerland* [wikileaks.ch](http://wikileaks.ch) (<http://wikileaks.ch>)
- [55] .
- [56] Julian Assange compte demander l'asile en Suisse (<http://www.tsr.ch/info/suisse/2657308-julian-assange-compte-demander-l-asile-en-suisse.html>) 4 novembre 2010. WikiLeaks bientôt en Suisse ? Son fondateur, Julian Assange, envisage d'y demander l'asile et d'y installer ses activités - interview exclusive.
- [58] Site miroir de WikiLeaks sur [dagsavisen.no](http://www.dagsavisen.no/wikileaks/) (<http://www.dagsavisen.no/wikileaks/>).
- [59] .
- [60] Entrefilet (non signé) « "Libération" abrite WikiLeaks », 11 décembre 2010, *Libération* , p. 1.
- [61] *Contributeurs, Facebook | Wikileaks* (<http://www.facebook.com/wikileaks>), Facebook. Consulté le 19 décembre 2010. (Sur la page en français, chercher pour « personnes aiment cette page »)
- [62] [wcentral.org](http://wcentral.org/) (<http://wcentral.org/>) : WL Central - An unofficial WikiLeaks information resource
- [63] [tempsreel.nouvelobs.com](http://tempsreel.nouvelobs.com/actualite/vu-sur-le-web/20101211.OBS4515/un-ancien-de-wikileaks-prepare-un-site-concurrent.html) (<http://tempsreel.nouvelobs.com/actualite/vu-sur-le-web/20101211.OBS4515/un-ancien-de-wikileaks-prepare-un-site-concurrent.html>) : Un ancien de WikiLeaks prépare un site concurrent.
- [64] [www.france24.com](http://www.france24.com/fr/20101210-decus-wikileaks-lancent-openleaks-assange-Daniel-Domscheit-Berg) (<http://www.france24.com/fr/20101210-decus-wikileaks-lancent-openleaks-assange-Daniel-Domscheit-Berg>) : Des déçus de WikiLeaks lancent OpenLeaks
- [65] [owni.fr](http://owni.fr/2010/12/13/interview-daniel-domscheit-berg-presente-openleaks/) (<http://owni.fr/2010/12/13/interview-daniel-domscheit-berg-presente-openleaks/>) : Daniel Domscheit-Berg présente OpenLeaks, par *Olivier Tesquet*, le 13 décembre 2010 (visité le 19 décembre 2010)
- [66] [www.numerama.com](http://www.numerama.com/magazine/17576-openleaks-des-dissidents-de-wikileaks-montent-un-projet-concurrent.html) (<http://www.numerama.com/magazine/17576-openleaks-des-dissidents-de-wikileaks-montent-un-projet-concurrent.html>) : Openleaks - Des dissidents de Wikileaks montent un projet concurrent.
- [67] [www.zdnet.fr](http://www.zdnet.fr/actualites/openleaks-en-ligne-mais-pas-encore-operationnel-39757870.htm) (<http://www.zdnet.fr/actualites/openleaks-en-ligne-mais-pas-encore-operationnel-39757870.htm>) : OpenLeaks en ligne mais pas encore opérationnel.
- [68] [cryptome.org](http://cryptome.org) (<http://cryptome.org>)
- [70] [www.liberation.fr](http://www.liberation.fr/societe/01012312568-le-fondateur-de-wikileaks13-tente-de-se-suicider) (<http://www.liberation.fr/societe/01012312568-le-fondateur-de-wikileaks13-tente-de-se-suicider>) : Le fondateur de Wikileaks13 tente de se suicider.
- [71] [www.desaunay.com](http://www.desaunay.com/Lancement-de-FrenchLeaks-le-WikiLeaks-de-Mediapart_a1162.html) ([http://www.desaunay.com/Lancement-de-FrenchLeaks-le-WikiLeaks-de-Mediapart\\_a1162.html](http://www.desaunay.com/Lancement-de-FrenchLeaks-le-WikiLeaks-de-Mediapart_a1162.html)) Lancement de FrenchLeaks, le WikiLeaks de Mediapart.
- [72] [www.frenchleaks.fr](http://www.frenchleaks.fr) (<http://www.frenchleaks.fr>) FrenchLeaks, le site lanceur d'alerte de Mediapart
- [73] [www.ajtransparency.com](http://www.ajtransparency.com) (<http://www.ajtransparency.com>) *Al Jazeera Transparency Unit*
- [74] [news.yahoo.com](http://news.yahoo.com/s/yblog_theoutline/20110125/ts_yblog_theoutline/ny-times-considers-creating-an-ez-pass-lane-for-leakers) ([http://news.yahoo.com/s/yblog\\_theoutline/20110125/ts\\_yblog\\_theoutline/ny-times-considers-creating-an-ez-pass-lane-for-leakers](http://news.yahoo.com/s/yblog_theoutline/20110125/ts_yblog_theoutline/ny-times-considers-creating-an-ez-pass-lane-for-leakers)) : NY Times considers creating an ez pass lane for leakers.
- [75] [www.branchez-vous.com](http://www.branchez-vous.com/techno/actualite/2011/02/quebecleaks-wikileaks-devoilement-document-sensible-confidentiel-quebec.html) (<http://www.branchez-vous.com/techno/actualite/2011/02/quebecleaks-wikileaks-devoilement-document-sensible-confidentiel-quebec.html>) : QuébecLeaks, la version québécoise de Wikileaks
- [76] [www.quebecleaks.org](http://www.quebecleaks.org) (<http://www.quebecleaks.org>) Site officiel de QuébecLEAKS
- [77] [www.wsjsafehouse.com](http://www.wsjsafehouse.com) (<https://www.wsjsafehouse.com>) *Safe House*, le site lanceur d'alerte du Wall Street Journal
- [78] [www.lexpress.fr](http://www.lexpress.fr/culture/cinema/wikileaks-cinq-fois-sur-grand-ecran_959012.html) ([http://www.lexpress.fr/culture/cinema/wikileaks-cinq-fois-sur-grand-ecran\\_959012.html](http://www.lexpress.fr/culture/cinema/wikileaks-cinq-fois-sur-grand-ecran_959012.html)) : Wikileaks cinq fois sur grand écran ?

- [80] [www.agoravox.fr \(http://www.agoravox.fr/tribune-libre/article/les-mysteres-de-wikileaks-et-de-la-87917\)](http://www.agoravox.fr/tribune-libre/article/les-mysteres-de-wikileaks-et-de-la-87917) : Les mystères de Wikileaks et de la « Révolution tunisienne » éclaircis ?
- [81] [www.newyorker.com \(http://www.newyorker.com/reporting/2010/06/07/100607fa\\_fact\\_khatchadourian?printable=true\)](http://www.newyorker.com/reporting/2010/06/07/100607fa_fact_khatchadourian?printable=true) : *No secrets* par Raffi Khatchadourian.
- [82] [www.guardian.co.uk \(http://www.guardian.co.uk/world/2007/aug/31/kenya.topstories3\)](http://www.guardian.co.uk/world/2007/aug/31/kenya.topstories3) : The looting of Kenya (*le pillage du Kenya*) [consulté le 7 décembre 2010].
- [84] [www.mediapart.fr \(http://www.mediapart.fr/club/blog/marc-schindler/191210/wikileaks-la-grande-trouille\)](http://www.mediapart.fr/club/blog/marc-schindler/191210/wikileaks-la-grande-trouille) : Wikileaks - la grande trouille.
- [87] [www.nature.com \(http://www.nature.com/news/2010/012345/full/news.2010.71.html\)](http://www.nature.com/news/2010/012345/full/news.2010.71.html) : 'Climategate' scientist speaks out.
- [88] [www.nature.com \(http://www.nature.com/nature/journal/v468/n7322/full/468345a.html\)](http://www.nature.com/nature/journal/v468/n7322/full/468345a.html) : Closing the Climategate.
- [91] Afghanistan War Logs (<http://www.guardian.co.uk/world/2010/jul/25/afghanistan-war-logs-explained-video>)
- [93] Sur le site Rue89.com : Afghanistan : ce que disent les documents de WikiLeaks (<http://www.rue89.com/2010/07/26/afghanistan-que-revelent-les-documents-de-wikileaks-159943>) et sur le site du Figaro : WikiLeaks : la main courante d'une guerre mal engagée (<http://www.lefigaro.fr/international/2010/08/07/01003-20100807ARTFIG00006-wikileaks-la-main-courante-d-une-guerre-mal-engagee.php>)
- [94] Comment les Français d'Owni ont aidé WikiLeaks à faire courir la fuite (<http://www.telerama.fr/techno/wikileaks-ca-fuit-en-france.61691.php>)
- [95] Voir par exemple BBC News ([http://www.bbc.co.uk/news/world-middle-east-11611319?utm\\_source=twitterfeed&utm\\_medium=twitter/](http://www.bbc.co.uk/news/world-middle-east-11611319?utm_source=twitterfeed&utm_medium=twitter/)), les révélations sur des mauvais traitements de prisonniers irakiens (<http://www.iraqwarlogs.com/2010/10/22/secret-files-reveal-allegations-of-prisoner-abuse-by-american-troops-after-abu-ghrai/>), les données chiffrées du site (<http://twitter.com/wikileaks/status/27854791764>) ou Guerre du secret : l'épisode irakien ([http://www.huyghe.fr/actu\\_831.htm](http://www.huyghe.fr/actu_831.htm))
- [96] Le grand déballage de mémos diplomatiques commence (<http://www.rue89.com/2010/11/28/wikileaks-pret-a-publier-des-milliers-de-messages-diplomatiques-178141>)
- [97] WikiLeaks dévoile de nouveaux documents secrets (<http://www.tsr.ch/info/monde/2735791-wikileaks-devoile-de-nouveaux-documents-secrets.html>) article, vidéos et fichiers radiophoniques, en streaming, sur tsrinfo – 29 novembre 2010.
- [98] WikiLeaks malmené de toutes parts (<http://www.tsr.ch/info/monde/2751179-wikileaks-malmené-de-toutes-parts.html>) article, & fichiers radiophoniques, en streaming, sur tsrinfo – 1 décembre 2010.
- [100] [www.rfi.fr \(http://www.rfi.fr/europe/20110117-wikileaks?utm\\_medium=twitter\)](http://www.rfi.fr/europe/20110117-wikileaks?utm_medium=twitter) : WikiLeaks s'attaque au secret bancaire.
- [101] [www.lefigaro.fr \(http://www.lefigaro.fr/conjoncture/2011/01/17/04016-20110117ARTFIG00591-un-ex-banquier-suisse-confie-2000-noms-a-wikileaks.php\)](http://www.lefigaro.fr/conjoncture/2011/01/17/04016-20110117ARTFIG00591-un-ex-banquier-suisse-confie-2000-noms-a-wikileaks.php) : Un ex-banquier suisse confie 2000 noms à WikiLeaks.
- [104] WikiLeaks et les « Kissinger Cables » : nouvel assaut contre l'administration US (<http://www.rue89.com/2013/04/08/wikileaks-les-kissinger-cables-nouvel-assaut-contre-ladministration-us-241277>) - Rue 89
- [105] [www.begeek.fr \(http://www.begeek.fr/le-petit-wikileaks-lhistoire-de-wikileaks-en-une-chanson-27617\)](http://www.begeek.fr/le-petit-wikileaks-lhistoire-de-wikileaks-en-une-chanson-27617) : Le petit WikiLeaks, l'histoire de WikiLeaks en une chanson !
- [106] [area51blog.wordpress.com \(http://area51blog.wordpress.com/2010/12/18/wikileaks-pret-a-reveler-la-guerre-usa-ovni-dans-latlanticocean-antarctique/\)](http://area51blog.wordpress.com/2010/12/18/wikileaks-pret-a-reveler-la-guerre-usa-ovni-dans-latlanticocean-antarctique/) : WikiLeaks prêt à révéler la guerre USA-OVNI dans l'Océan Antarctique.
- [107] [www.zone-ufo.com \(http://www.zone-ufo.com/9574\)](http://www.zone-ufo.com/9574) : Zone-UFO - article 9574
- [108] [www.eutimes.net \(http://www.eutimes.net/2010/12/wikileaks-set-to-reveal-us-ufo-war-in-southern-ocean/\)](http://www.eutimes.net/2010/12/wikileaks-set-to-reveal-us-ufo-war-in-southern-ocean/) : Eutimes - WikiLeaks set to reveal us UFO war in southern ocean.
- [109] Alexis Kropotkine, *Dossier Whistleblowers : héros malgré eux*, Nexus, n°74, mai-juin 2011, page 83.
- [113] U.S. Intelligence planned to destroy WikiLeaks (<http://file.wikileaks.org/file/us-intel-wikileaks.pdf>)
- [116] [www.lejdd.fr \(http://www.lejdd.fr/International/USA/Actualite/WikiLeaks-sous-pression-212175/\)](http://www.lejdd.fr/International/USA/Actualite/WikiLeaks-sous-pression-212175/) : Wikileaks sous pression.
- [117] [www.lejdd.fr \(http://www.lejdd.fr/International/USA/Actualite/Chasse-a-la-sorciere-WikiLeaks-210484/\)](http://www.lejdd.fr/International/USA/Actualite/Chasse-a-la-sorciere-WikiLeaks-210484/) : Chasse à la sorcière WikiLeaks.
- [122] [[http://www.google.com/hostednews/afp/article/ALeqM5j\\_8WFsF0EeLXF\\_W22ftE\\_JSKPo\\_g](http://www.google.com/hostednews/afp/article/ALeqM5j_8WFsF0EeLXF_W22ftE_JSKPo_g) Critiques en Belgique après la publication du dossier Dutroux sur WikiLeaks
- [123] [www.01net.com \(http://www.01net.com/editorial/520007/wikileaks-au-coeur-d-une-nouvelle-polemique-avec-laffaire-dutroux/\)](http://www.01net.com/editorial/520007/wikileaks-au-coeur-d-une-nouvelle-polemique-avec-laffaire-dutroux/) : WikiLeaks au cœur d'une nouvelle polémique avec l'affaire Dutroux.
- [125] Iraq : Navi Pillay s'inquiète des révélations de Wikileaks (<http://www.un.org/apps/newsFr/storyF.asp?NewsID=23468&Cr=Iraq&Cr1=>)
- [134] [www.tableausoftware.com \(http://www.tableausoftware.com/blog/why-we-removed-wikileaks-visualizations\)](http://www.tableausoftware.com/blog/why-we-removed-wikileaks-visualizations) : Why we removed WikiLeaks visualizations.
- [136] <http://www.everydns.com/news.php>
- [138] [www.readwriteweb.com \(http://www.readwriteweb.com/archives/paypal\\_announces\\_it\\_will\\_no\\_longer\\_handle\\_wikileaks.php\)](http://www.readwriteweb.com/archives/paypal_announces_it_will_no_longer_handle_wikileaks.php) : PayPal Announces It Will No Longer Handle Wikileaks Donations.

- [140] WikiLeaks: asile à Julian Assange déconseillé (<http://www.tsr.ch/info/suisse/2759910-wikileaks-asile-a-julian-assange-deconseille.html>), *tsrinfo*, 5 décembre 2010
- [142] Les liens entre Julien Assange et la Suisse s'intensifient ces dernières semaines (<http://www.tsr.ch/video/info/journal-19h30/2760578-les-liens-entre-julien-assange-et-la-suisse-s-intensifient-ces-dernieres-semaines-l-ambassadeur-americain-a-berne-reagit.html>) *tsrinfo* 19:30 le journal 5 décembre 2010
- [143] WikiLeaks: fermeture du compte d'Assange (<http://www.tsr.ch/info/suisse/2761842-wikileaks-postfinance-ferme-le-compte-d-assange.html>), *tsrinfo*,
- [144] Communiqué n 101206, par Marc Andrey (porte-parole de l'établissement financier suisse), au sujet de la clôture du compte de Julian Assange (<http://www.postfinance.ch/fr/about/media/press/pressrelease/press101206.html>)
- [145] L'établissement financier suisse, qui a clôturé le compte de Julian Assange, fait l'objet de mesures rétorsives (<http://www.tsr.ch/info/suisse/2770128-postfinance-objet-d-une-vengeance.html>), *tsrinfo*, 7 décembre 2010.
- [146] [tempsreel.nouvelobs.com](http://tempsreel.nouvelobs.com) (<http://tempsreel.nouvelobs.com/actualite/monde/20101207.FAP2087/wikileaks-visa-suspend-tous-les-paiements.html>) : WikiLeaks - Visa suspend tous les paiements.
- [147] [www.boursorama.com](http://www.boursorama.com) (<http://www.boursorama.com/forum-football-visa-lache-wikileaks-404604629-1>) : Visa lâche WikiLeaks
- [148] [blog.lesoir.be](http://blog.lesoir.be) (<http://blog.lesoir.be/wikileaks/2010/12/07/visa-et-mastercard-suspendent-les-paiements-adresses-a-wikileaks/>) : Visa et MasterCard suspendent les paiements adressés à Wikileaks.
- [149] [www.businessweek.com/](http://www.businessweek.com/) (<http://www.businessweek.com/news/2010-12-07/mastercard-visa-europe-halting-payments-to-wikileaks.html>) : MasterCard, Visa Europe Halting Payments to WikiLeaks.
- [150] [www.challenges.fr](http://www.challenges.fr) ([http://www.challenges.fr/actualites/monde/20101208.CHA1005/wikileaks\\_et\\_la\\_premiere\\_guerre\\_informatique.html?xtor=RSS-16](http://www.challenges.fr/actualites/monde/20101208.CHA1005/wikileaks_et_la_premiere_guerre_informatique.html?xtor=RSS-16)) : WikiLeaks et la « première guerre informatique ».
- [151] Communiqué de *DataCell*, en rapport avec le blocage des paiements par carte *Visa* et *MasterCard*, dont cet organisme fait l'objet (<http://www.datacell.com/news.php>), *DataCell*, 8 décembre 2010.
- [152] Visa empêche les dons à WikiLeaks; Data Cell porte plainte (<http://fr.canoe.ca/techno/internet/archives/2010/12/20101208-111703.html>) : traduction française du communiqué de *DataCell*, en rapport avec le blocage des paiements par carte *Visa* et *MasterCard*, dont cet organisme fait l'objet – *canoe.ca*, 8 décembre 2010.
- [153] [www.lepoint.fr](http://www.lepoint.fr) ([http://www.lepoint.fr/monde/russie-wikileaks-visa-et-mastercard-au-coeur-de-troublantes-revelations-08-12-2010-1272689\\_24.php](http://www.lepoint.fr/monde/russie-wikileaks-visa-et-mastercard-au-coeur-de-troublantes-revelations-08-12-2010-1272689_24.php)) : Russie - WikiLeaks - Visa et Mastercard au coeur de troublantes révélations, *lepoint.fr*, 9 décembre 2010.
- [154] , RUSSIAN DRAFT BILL WOULD REQUIRE ON-SHORE CREDIT CARD PROCESSING REF: MOSCOW 00079 – classified by: ECONMINCOUNS Matthias Mitman – télégramme issu le 1 février 2010 – révélé (par WikiLeaks), le 8 décembre 2010.
- [155] PostFinance est toujours la proie d'attaques informatiques (<http://www.tsr.ch/video/info/journal-19h30/2780041-postfinance-est-toujours-attaquee-par-des-pirates-apres-l-arrestation-de-julian-assange-fondateur-du-site-wikileaks-entretien-avec-paul-such-specialiste-c.html>), *tsrinfo*, 9 décembre 2010.
- [156] Interview de "chainsol" (<http://www.tsr.ch/video/info/journal-continu/2774588-interview-de-chainsol-l-un-des-hackers-qui-a-participe-a-l-attaque-informatique.html?id=2774588>) : interview télévisée de l'un des hackers qui a participé à l'attaque informatique de PostFinance et d'autres sites ayant maille à partir avec WikiLeaks, *tsrinfo*, 8 décembre 2010.
- [157] Venger Julian Assange : la nouvelle croisade des Anonymous (<http://ecrans.fr/Venger-Julian-Assange-la-nouvelle,11515.html>), par Camille Gévaudan, *ecrans.fr*, 9 décembre 2010.
- [158] La chronique du cinéaste (<http://www.tsr.ch/video/info/journal-19h30/2782023-la-chronique-du-cineaste-jean-stephane-bron-revient-sur-le-phenomene-wikileaks.html>) : Jean-Stéphane Bron revient sur le phénomène WikiLeaks – *tsrinfo* – 10 décembre 2010 – durée : 02:52 min.
- [159] [realtruth.org](http://realtruth.org) ([http://realtruth.org/articles/101215-001-analysis.html?s\\_kwcid=TCI7308|wikileaks|Sle6309993077&gclid=CNivrOam-KUCFU5k4wod7mXp1w](http://realtruth.org/articles/101215-001-analysis.html?s_kwcid=TCI7308|wikileaks|Sle6309993077&gclid=CNivrOam-KUCFU5k4wod7mXp1w)) : *WikiLeaks Standoff - What Does It Reveal About America ?* par Bruce A. Ritter, le 15 décembre 2010 (visité le 19 décembre 2010)
- [160] Les hacktivistes – contraction de hackers et activistes (que l'on pourrait également traduire par : cybermilitants, cyberrésistants, voire cyberactivistes) – sont des hackers, dont la motivation est principalement idéologique.
- [161] : communiqué du regroupement de hackers, prénommé "Anonymous" – 10 décembre 2010
- [162] (fr) « *Un extrait dudit document (publié en anglais) exprime ceci : Nous ne cherchons pas à voler vos informations personnelles, pas plus que nous ne sommes intéressés par vos numéros de carte de crédit. Nous ne cherchons non plus pas à attaquer les infrastructures critiques d'entreprises, telles que celles qui seraient affiliées à MasterCard, Visa, PayPal, Amazon ou autres. Notre seul et unique objectif consiste à sensibiliser la population à l'existence pérenne de WikiLeaks, i. e. : attirer l'attention des médias, face aux méthodes sournoises employées par lesdites entreprises financières susnommées, lesquelles ne reculent devant rien pour tenter de saborder WikiLeaks, tout en s'acharnant à réduire sa capacité de fonctionnement à néant.* »
- [163] C'est sur ce dit compte suisse qu'auraient dû être versés des dons spécifiquement destinés à assurer la défense de Julian Assange.
- [164] PostFinance aurait violé le secret postal (<http://www.tsr.ch/info/suisse/2784380-postfinance-aurait-viole-le-secret-postal.html>), par Peter Klaunzer (Keystone AG) – *tsrinfo*, 12 décembre 2010
- [165] Télégrammes américains se référant aux tentatives de médiations initiées par la Suisse, face à la dualité Etats-Unis Iran (<http://www.tsr.ch/video/info/journal-19h30/2786982-wikileaks-publie-des-telegrammes-diplomatiques-americains-traitant-du-role-d-intermediaire-qu-a-joue-la-suisse-entre-les-etats-unis-et-l-iran>).

- html#id=2786982) : Wikileaks publie des télégrammes diplomatiques américains traitant du rôle d'intermédiaire qu'aurait joué la Suisse entre les Etats-Unis et l'Iran – *tsrinfo*, 13 décembre 2010.
- [166] [www.lemonde.fr \(http://www.lemonde.fr/technologies/article/2010/12/15/wikileaks-l-us-air-force-bloque-l-acces-a-des-sites-d-information\\_1453558\\_651865.html\)](http://www.lemonde.fr/technologies/article/2010/12/15/wikileaks-l-us-air-force-bloque-l-acces-a-des-sites-d-information_1453558_651865.html) : L'US Air Force bloque l'accès à des sites d'information
- [167] [tempsreel.nouvelobs.com \(http://tempsreel.nouvelobs.com/actualite/monde/20101218.OBS4948/des-journalistes-interdits-de-consulter-les-cables-wikileaks.html\)](http://tempsreel.nouvelobs.com/actualite/monde/20101218.OBS4948/des-journalistes-interdits-de-consulter-les-cables-wikileaks.html) : Des journalistes interdits de consulter les câbles WikiLeaks.
- [168] [wikileaks.info \(http://wikileaks.info/press/spamhaus-false-allegations-against-wikileaks.html\)](http://wikileaks.info/press/spamhaus-false-allegations-against-wikileaks.html) : Spamhaus' False Allegations Against wikileaks.info.
- [169] [www.swissinfo.ch \(http://www.swissinfo.ch/fre/nouvelles\\_agence/international/La\\_police\\_australienne\\_renonce\\_a\\_enqueter\\_sur\\_WikiLeaks.html?cid=29048512\)](http://www.swissinfo.ch/fre/nouvelles_agence/international/La_police_australienne_renonce_a_enqueter_sur_WikiLeaks.html?cid=29048512) : La police australienne renonce à enquêter sur WikiLeaks.
- [170] [www.lepoint.fr \(http://www.lepoint.fr/monde/wikileaks-lache-par-bank-of-america-18-12-2010-1276904\\_24.php\)](http://www.lepoint.fr/monde/wikileaks-lache-par-bank-of-america-18-12-2010-1276904_24.php) : WikiLeaks lâché par Bank of America
- [171] [www.latribune.fr \(http://www.latribune.fr/entreprises-finance/banques-finance/banque/20101219trib000584359/bank-of-america-suspend-toutes-les-transactions-destinees-a-wikileaks.html\)](http://www.latribune.fr/entreprises-finance/banques-finance/banque/20101219trib000584359/bank-of-america-suspend-toutes-les-transactions-destinees-a-wikileaks.html) : Bank of America suspend toutes les transactions destinées à Wikileaks.
- [172] [www.zdnet.fr/actualites \(http://www.zdnet.fr/actualites/apple-retire-l-application-wikileaks-de-l-app-store-39756996.htm\)](http://www.zdnet.fr/actualites/apple-retire-l-application-wikileaks-de-l-app-store-39756996.htm) : Apple retire l'application Wikileaks de l'App Store.
- [173] [www.google.com/hostednews/ \(http://www.google.com/hostednews/afp/article/ALeqM5j0XBDo-5Jm7bGBaJ\\_eBuNDEK9nMQ?docId=CNG.e709a89692999fe98f1153ea21757df3.6b1\)](http://www.google.com/hostednews/ALeqM5j0XBDo-5Jm7bGBaJ_eBuNDEK9nMQ?docId=CNG.e709a89692999fe98f1153ea21757df3.6b1) : RSF va héberger un site miroir de télégrammes diplomatiques de WikiLeaks.
- [174] [blog.lesoir.be \(http://blog.lesoir.be/wikileaks/2010/12/22/enquete-de-la-cia-sur-wikileaks-wtf-Â«-what-the-fuck-Â»/\)](http://blog.lesoir.be/wikileaks/2010/12/22/enquete-de-la-cia-sur-wikileaks-wtf-Â«-what-the-fuck-Â»/) : Enquête de la CIA sur WikiLeaks : WTF, « What the fuck ? »
- [175] [www.erenumerique.fr \(http://www.erenumerique.fr/cia\\_vs\\_wikileaks\\_what\\_the\\_fuck\\_-news-20796.html\)](http://www.erenumerique.fr/cia_vs_wikileaks_what_the_fuck_-news-20796.html) : CIA vs Wikileaks : "What The Fuck ?!"
- [176] [www.liberation.fr \(http://www.liberation.fr/monde/01012314701-l-ex-banquier-ayant-informe-wikileaks-condamne-pour-violation-du-secret-bancaire\)](http://www.liberation.fr/monde/01012314701-l-ex-banquier-ayant-informe-wikileaks-condamne-pour-violation-du-secret-bancaire) : Un ex-banquier ayant informé WikiLeaks condamné pour violation du secret bancaire.
- [177] [www.lemonde.fr \(http://www.lemonde.fr/technologies/article/2011/01/19/wikileaks-un-ex-banquier-condamne-pour-violation-du-secret-bancaire\\_1467900\\_651865.html\)](http://www.lemonde.fr/technologies/article/2011/01/19/wikileaks-un-ex-banquier-condamne-pour-violation-du-secret-bancaire_1467900_651865.html) : WikiLeaks - un ex-banquier condamné pour violation du secret bancaire.
- [178] WikiLeaks publie l'intégrale des câbles américains (<http://www.tsr.ch/info/monde/3372116-wikileaks-publie-l-integrale-des-cables-americains.html>), *tsrinfo.ch*, 2 septembre 2011, 19:42.
- [183] Wikileaks victorious over Bank Julius Baer - Wikileaks ([http://www.wikileaks.org/wiki/Wikileaks\\_victorious\\_over\\_Bank\\_Julius\\_Baer](http://www.wikileaks.org/wiki/Wikileaks_victorious_over_Bank_Julius_Baer))
- [184] [www.minutebuzz.com \(http://www.minutebuzz.com/2011/02/16/le-gouvernement-obama-ordonne-a-twitter-de-divulguer-des-informations-concernant-wikileaks/\)](http://www.minutebuzz.com/2011/02/16/le-gouvernement-obama-ordonne-a-twitter-de-divulguer-des-informations-concernant-wikileaks/) : Le gouvernement Obama ordonne à Twitter de divulguer des informations concernant WikiLeaks
- [185] [tempsreel.nouvelobs.com \(http://tempsreel.nouvelobs.com/actualite/vu-sur-le-web/20110216.OBS8130/wikileaks-polemique-autour-de-l-injonction-des-usa-a-twitter.html\)](http://tempsreel.nouvelobs.com/actualite/vu-sur-le-web/20110216.OBS8130/wikileaks-polemique-autour-de-l-injonction-des-usa-a-twitter.html) : WikiLeaks - polémique autour de l'injonction des USA à Twitter.
- [186] [www.clubic.com/ \(http://www.clubic.com/internet/actualite-389648-twitter-somme-donner-informations-wikileaks.html\)](http://www.clubic.com/internet/actualite-389648-twitter-somme-donner-informations-wikileaks.html) : Twitter, contraint de donner ses informations sur Wikileaks.
- [187] [www.salon.com \(http://www.salon.com/news/opinion/glenn\\_greenwald/2011/01/07/twitter/subpoena.pdf\)](http://www.salon.com/news/opinion/glenn_greenwald/2011/01/07/twitter/subpoena.pdf) : Fac simulé de l'injonction de la Cour de Virginie à l'encontre de Twitter.
- [188] [www.lemonde.fr \(http://www.lemonde.fr/technologies/article/2010/12/03/eric-besson-demande-que-le-site-wikileaks-ne-soit-plus-heberge-en-france\\_1448661\\_651865.html#ens\\_id=1446739\)](http://www.lemonde.fr/technologies/article/2010/12/03/eric-besson-demande-que-le-site-wikileaks-ne-soit-plus-heberge-en-france_1448661_651865.html#ens_id=1446739) : Le Monde (dépêche AFP) - Éric Besson demande que le site WikiLeaks ne soit plus hébergé en France, .
- [189] [Courrier d'Éric Besson \(http://www.lepost.fr/medias/www/1.0.415/pdf/besson.wikileaks.lepost.fr.pdf\)](http://www.lepost.fr/medias/www/1.0.415/pdf/besson.wikileaks.lepost.fr.pdf), adressé au vice-président du CGIET, *Le Post*.
- [190] Raphaële Karayan, « La France peut-elle vraiment expulser WikiLeaks ? » ([http://www.lexpansion.com/high-tech/la-france-peut-elle-vraiment-expulser-wikileaks\\_244215.html](http://www.lexpansion.com/high-tech/la-france-peut-elle-vraiment-expulser-wikileaks_244215.html)), *L'Expansion*, .
- [191] « L'hébergeur français de Wikileaks saisit la justice » (<http://blog.lesoir.be/wikileaks/2010/12/03/lhebergeur-francais-de-wikileaks-saisi-la-justice/#more-434>), *Le Soir*, .
- [193] [lecercle.lesechos.fr \(http://lecercle.lesechos.fr/node/33193\)](http://lecercle.lesechos.fr/node/33193) : Si Wikileaks diffusait des documents diplomatiques français...
- [194] [www.google.com/hostednews \(http://www.google.com/hostednews/afp/article/ALeqM5j7NkvFqnuKLQOKOjLm3rvVCnX3Lw?docId=CNG.0d3d0903b552ece4a027a57a06f63134.1a1\)](http://www.google.com/hostednews/ALeqM5j7NkvFqnuKLQOKOjLm3rvVCnX3Lw?docId=CNG.0d3d0903b552ece4a027a57a06f63134.1a1) : WikiLeaks - interdire l'hébergement en France revient à Fillon (dépêche AFP du 21 décembre 2010, consultée le 21 décembre 2010).
- [195] [fr.reuters.com \(http://fr.reuters.com/article/frEuroRpt/idFRLDE6B523E20101206\)](http://fr.reuters.com/article/frEuroRpt/idFRLDE6B523E20101206) : Reuters - Le fondateur de Wikileaks va rencontrer la police britannique],

- [196] [lci.tf1.fr \(http://lci.tf1.fr/high-tech/2010-12/wikileaks-wanted-julian-assange-envisage-d-aller-voir-la-police-6177655.html\)](http://lci.tf1.fr/high-tech/2010-12/wikileaks-wanted-julian-assange-envisage-d-aller-voir-la-police-6177655.html) : LCI - WikiLeaks : "wanted", Julian Assange envisage d'aller voir la police,
- [197] [lci.tf1.fr \(http://lci.tf1.fr/filnews/monde/julian-assange-devrait-comparaître-mardi-devant-la-justice-6177680.html\)](http://lci.tf1.fr/filnews/monde/julian-assange-devrait-comparaître-mardi-devant-la-justice-6177680.html) : LCI - Julian Assange devrait comparaître mardi devant la justice britannique],
- [199] Julian Assange libérable, mais toujours enfermé (<http://www.tsr.ch/info/monde/2798048-julian-assange-libere-sous-caution.html>) : *tsrinfo.ch* – article 2798048 – 14 décembre 2010 – mise à jour : 15 décembre 2010.
- [200] Le fondateur de WikiLeaks libéré sous caution, mais encore en prison (<http://www.01net.com/editorial/524510/>) : *01net.com* – article 524510 – 15 décembre 2010.
- [201] , en sa qualité de représentant des intérêts de la justice suédoise
- [202] Liberté conditionnelle accordée à Julian Assange ([http://www.lemonde.fr/technologies/article/2010/12/16/liberte-conditionnelle-accordee-a-julian-assange\\_1454401\\_651865.html](http://www.lemonde.fr/technologies/article/2010/12/16/liberte-conditionnelle-accordee-a-julian-assange_1454401_651865.html)) : *LeMonde.fr*, 16 décembre 2010
- [203] Assange recouvre la liberté, mais conditionnelle (<http://www.tsr.ch/info/monde/2803460-la-justice-britannique-libere-julian-assange-sous-caution.html>) : *tsrinfo.ch*, 16 décembre 2010
- [204] [www.20minutes.fr \(http://www.20minutes.fr/ledirect/651046/monde-wikileaks-audience-julian-assange-concernant-possible-extradition-fixee-7-fevrier\)](http://www.20minutes.fr) : WikiLeaks - l'audience de Julian Assange concernant sa possible extradition fixée au 7 février.
- [205] [smh.domain.com.au \(http://smh.domain.com.au/photogallery/ellingham-hall-julian-assanges-bail-bolthole/20101216-18yuw.html?selectedImage=2\)](http://smh.domain.com.au) : Ellingham Hall, Julian Assange's bail bolt-hole.
- [206] [www.wat.tv \(http://www.wat.tv/video/exclusif-l-interview-julian-3afxp\\_2i0u7\\_.html\)](http://www.wat.tv) : Interview de Julian Assange.
- [207] Le sort de Julian Assange se joue à Londres (<http://www.tsr.ch/info/monde/2942313-le-sort-de-julian-assange-se-joue-a-londres.html>) : *tsr.ch* – 7 février 2011.
- [208] [www.radio-canada.ca \(http://www.radio-canada.ca/nouvelles/International/2011/02/11/016-assange-report-extradition.shtml\)](http://www.radio-canada.ca) : L'audience sur l'extradition de Julian Assange reportée.
- [209] [www.parismatch.com \(http://www.parismatch.com/Actu-Match/Monde/Actu/Julian-Assange-un-juge-britannique-donne-le-feu-vert-a-son-extradition-254559/\)](http://www.parismatch.com) : WikiLeaks - Assange pourra être extradé vers la Suède.
- [210] [lci.tf1.fr \(http://lci.tf1.fr/monde/europe/assange-le-premier-pas-vers-l-extradition-6291754.html\)](http://lci.tf1.fr/monde/europe/assange-le-premier-pas-vers-l-extradition-6291754.html) : Assange, premier pas vers l'extradition.
- [211] [www.leparisien.fr \(http://www.leparisien.fr/wikileaks-tempeste-sur-la-diplomatie-americaine/wikileaks-assange-peut-etre-extrade-vers-la-suede-24-02-2011-1329905.php\)](http://www.leparisien.fr) : WikiLeaks - Assange peut être extradé vers la Suède.
- [212] [www.dna.fr \(http://www.dna.fr/fr/a-la-une-web/info/4672195-Grande-Bretagne-Justice-Wikileaks-Assange-peut-etre-extrade-vers-la-Suede-va-faire-appel\)](http://www.dna.fr) : Assange peut être extradé vers la Suède, va faire appel de cette décision.
- [213] Wanted ASSANGE, Julian Paul ([http://www.interpol.int/public/data/wanted/notices/data/2010/86/2010\\_52486.asp](http://www.interpol.int/public/data/wanted/notices/data/2010/86/2010_52486.asp)) : Publication online d'interpol, faisant état d'un mandat d'arrêt international, émis à l'encontre de Julian Assange – 2 décembre 2010
- [214] Assange recherché par Interpol (Courrier international, 1er décembre 2010) (<http://www.courrierinternational.com/une/2010/12/01/assange-recherche-par-interpol>)
- [215] Le fondateur de WikiLeaks recherché par Interpol (Cyberpresse.ca, 30 novembre 2010) (<http://www.cyberpresse.ca/international/201011/30/01-4347917-le-fondateur-de-wikileaks-recherche-par-interpol.php>).
- [216] [www.francesoir.fr \(http://www.francesoir.fr/etranger/wikileaks-mata-hari-ou-victimes.75675\)](http://www.francesoir.fr) : WikiLeaks - Mata Hari ou victimes ?
- [217] [www.lefigaro.fr \(http://www.lefigaro.fr/international/2010/12/19/01003-20101219ARTFIG00082-mlle-a-et-mlle-w-les-deux-accusatrices-de-julian-assange.php\)](http://www.lefigaro.fr) : « Mlle A » et « Mlle W », les deux accusatrices de Julian Assange
- [218] [www.lesnouvellesnews.fr \(http://www.lesnouvellesnews.fr/index.php/chroniques-articles-section/chroniques/841-wikileaks-et-le-viol-devient-grave\)](http://www.lesnouvellesnews.fr) : *WikiLeaks... et le viol devient grave*, par *La rédaction*, le 22 décembre 2010 (visité le 22 décembre 2010).
- [219] [www.google.com/hostednews/afp \(http://www.google.com/hostednews/afp/article/ALeqM5iTdp1EUEYqP0A2nEEJ5vNviDRiHg?docId=CNG.7dc922fd9dc0ec409108fafd487fcc59.511\)](http://www.google.com/hostednews/afp) : Accusations de viol: fuite de documents sur le dossier judiciaire d'Assange.
- [220] [www.scribd.com \(http://www.scribd.com/doc/48110314/Facsimile-from-Forsvarsadvokaterna-23-11-10Sokbar\)](http://www.scribd.com)
- [221] Plainte du Parti pirate contre PostFinance (<http://www.tsr.ch/info/suisse/2808485-plainte-du-parti-pirate-contre-postfinance.html>) : *tsrinfo.ch*, 19 décembre 2010.

## Références

## Annexes

### Articles connexes

- Fuite d'information
- Julian Assange
- Révélations de télégrammes de la diplomatie américaine par Wikileaks
- FOIA Loi qui oblige les agences fédérales à transmettre leurs documents, à quiconque en fait la demande, quelle que soit sa nationalité
- Lanceur d'alerte
- OpenLeaks
- Offshore Leaks
- Vatileaks

### Liens externes

- (en) Site officiel (<http://www.wikileaks.ch/>) (voir aussi les autres URL dans l'infobox en haut de l'article - consultés le 5 décembre 2010)
- (en) WikiLeaks Central, an endorsed unofficial WikiLeaks resource (<http://wlcentral.org/>)
- (en) WikiLeaks Australian Citizens Alliance (<http://waca.net.au/>)
- (en) Wikileaks Forum (<http://www.wikileaks-forum.com/>)
- (fr) Wikileaks Actu, actualité francophone: traductions d'articles et de documents (<http://wikileaksactu.wordpress.com/>)
- (fr) Éric le Boulout, « Qui se cache derrière Wikileaks » (<http://www.01net.com/editorial/524146/qui-se-cache-derriere-wikileaks/>), sur *01net.com*, 29 novembre 2010.
- (en) Réponses de Julian Assange aux questions du public (<http://www.guardian.co.uk/world/blog/2010/dec/03/julian-assange-wikileaks>), sur *Guardian.co.uk*, 3 décembre 2010. Consulté le 5 décembre 2010
- **[vidéo]**(en) Interview de Julian Assange par CBSNews *60 minutes* (analyse et interview intégrale) ([http://www.cbsnews.com/8301-504803\\_162-20029950-10391709.html?tag=contentMain;contentBody](http://www.cbsnews.com/8301-504803_162-20029950-10391709.html?tag=contentMain;contentBody)), sur *www.cbsnews.com*, 30 janvier 2011
- (fr) Look4leaks (<http://www.look4leaks.net/wikileaks.php>) – Moteur de recherche sur câbles de Wikileaks

#### Listes de miroirs

- (en) Liste officielle des sites miroirs de WikiLeaks (<http://wikileaks.ch/mirrors.html>). Consulté le 4 janvier 2011
- (en) Sites miroirs de WikiLeaks (<http://wikileaks.info/>). Consulté le 5 décembre 2010
- (en) Liste plus exhaustive des sites miroirs de WikiLeaks (<http://www.twitlonger.com/show/79s9r1>). Consulté le 5 décembre 2010 (Source twitter : #imwikileaks)
-  Portail de la sécurité de l'information
-  Portail Internet
-  Portail du renseignement

# Sources et contributeurs de l'article

**WikiLeaks** *Source:* <http://fr.wikipedia.org/w/index.php?oldid=94403203> *Contributeurs:* A2, Alain.Darles, Alchemica, Alco, Alsace38, Altérité, Amire80, Anaemaeth, Arkanosis, Arnaud.Serander, AssassinSTYLE, Avatar, BTH, Bargh Bram, Bel Adone, Benji76, Buisson, Cadenasse, Cantons-de-l'Est, Charlie Pinard, ChloeD, Chtfn, Cirt, Clement J, Copyleft, CristoforAndrei, D4m1en, Dhatier, DocteurCosmos, Ediacara, Elfix, Emax, Epok, Erdrokan, Euphonie, Expertom, EyOne, Fixol, Florian forestier, Freegum, Furtif0011, G.Alex-713, Gaspalet, Genium, Gnieark, Godrix, Gonioul, Grimlock, Guillaume70, Gustave Graetzlin, Gyrostat, Gzen92, Hatonjan, Hbourj, Hercule, Herr Satz, Heureux qui comme ulyse, Hégésippe Cormier, Indeed, Inisheer, J-p krelli, Jaimeserralopes, Janiko, Jarfe, Jmax, Jules78120, JÄNNICK Jérémy, Kai Fr, Karl1263, Klimatik, L'amateur d'aéroplanes, Lafoudre1523, Laurent Nguyen, Leag, Letartean, Lgd, Lixer, LoX, Long John Silver, Loreleil, Louperivois, Lylvic, Lysosome, ManhROFI, Manu1400, Marin M., Martinandrino, Masako S, Massew64, Masterdeis, Masteurdu84, Megalex II, Melanqwolikboy, MerveillePédia, Mitrokiné, Moa18e, N2nell, Necrid Master, Noisett74, O-Mann, O2, Ogier P., OlivierFils, Ollamh, Ordifana75, Orlodrim, Perky, Pierre-Olivier83, Piloub, Plasmide69, Poiesia, Psion007, Quadrige, Qualitas, R, Rob1bureau, Romainhk, S0l0xal, Salsero35, Samuncle, Schadenfreude, Schlum, Schroeti, Sdnalreden, Sebleouf, Seero, Seherr, Simon Villeneuve, Skull33, So Leblanc, Spirot, Steven Rogers, Sulkinator, Suprememangaka, Syllda31, Symbolium, Tarap, Teofilo, The Titou, Theoliane, Tim9, Tonymainaki, Trente7cinq, Triton, Trizek, Visite fortitement prolongée, Vivazapatta, Vlaam, Wikileaks-bb, Wuyouyuan, Xavier Combelle, Xiglofre, Xofc, Zetud, Étincelle, 146 modifications anonymes

# Source des images, licences et contributeurs

**Fichier:Wikileaks logo.svg** *Source:* [http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Wikileaks\\_logo.svg](http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Wikileaks_logo.svg) *Licence:* Creative Commons Attribution-Sharealike 3.0 *Contributeurs:* Wikileaks , Nowikileaks

**Image:Julian Assange cropped (Norway, March 2010).jpg** *Source:* [http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Julian\\_Assange\\_cropped\\_\(Norway,\\_March\\_2010\).jpg](http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Julian_Assange_cropped_(Norway,_March_2010).jpg) *Licence:* Creative Commons Attribution 2.0 *Contributeurs:* Espen Moe

**Fichier:Logo securite informatique.png** *Source:* [http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Logo\\_securite\\_informatique.png](http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Logo_securite_informatique.png) *Licence:* Public Domain *Contributeurs:* Romainhk

**Fichier:Applications-internet.svg** *Source:* <http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Applications-internet.svg> *Licence:* inconnu *Contributeurs:* The people from the Tango! project

**Fichier:Eye drawing.svg** *Source:* [http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Eye\\_drawing.svg](http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Eye_drawing.svg) *Licence:* inconnu *Contributeurs:* User:Linuxerist

# Licence

---

Creative Commons Attribution-Share Alike 3.0 Unported  
//creativecommons.org/licenses/by-sa/3.0/